

HOLY SEE PRESS OFFICE
OFICINA DE PRENSA DE LA SANTA SEDE



BUREAU DE PRESSE DU SAINT-SIEGE
PRESSEAMT DES HEILIGEN STUHLIS

BOLLETTINO

SALA STAMPA DELLA SANTA SEDE

N. 0016

Lunedì 09.01.2012

Pubblicazione: Immediata

Sommario:

◆ UDIENZA AL CORPO DIPLOMATICO ACCREDITATO PRESSO LA SANTA SEDE PER LA PRESENTAZIONE DEGLI AUGURI PER IL NUOVO ANNO

◆ UDIENZA AL CORPO DIPLOMATICO ACCREDITATO PRESSO LA SANTA SEDE PER LA PRESENTAZIONE DEGLI AUGURI PER IL NUOVO ANNO

Alle ore 11 di questa mattina, nella Sala Regia del Palazzo Apostolico Vaticano, il Santo Padre Benedetto XVI riceve in Udienza i Membri del Corpo Diplomatico accreditato presso la Santa Sede, per la presentazione degli auguri per il nuovo anno.

Dopo le parole introduttive del Decano del Corpo Diplomatico, S.E. il Signor Alejandro Emilio Valladares Lanza, Ambasciatore di Honduras presso la Santa Sede e l'indirizzo augurale del Vice-Decano, S.E. il Signor Jean-Claude Michel, Ambasciatore del Principato di Monaco presso la Santa Sede, il Papa pronuncia il discorso che riportiamo di seguito:

● DISCORSO DEL SANTO PADRE

Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Il m'est toujours particulièrement agréable de pouvoir vous accueillir, distingués Membres du Corps diplomatique accrédités près le Saint-Siège, dans le cadre splendide de cette salle royale, pour vous formuler personnellement des vœux fervents pour l'année qui commence. Je remercie tout d'abord votre Doyen, l'Ambassadeur Alejandro Valladares Lanza, ainsi que le vice Doyen, l'Ambassadeur Jean-Claude Michel, pour les paroles déférentes par lesquelles ils se sont fait les interprètes de vos sentiments et je salue de manière spéciale tous ceux qui participent pour la première fois à notre rencontre. À travers vous, mes souhaits

s'étendent à toutes les Nations que vous représentez, avec lesquelles le Saint-Siège maintient des relations diplomatiques. C'est une joie pour nous que la Malaisie ait rejoint cette communauté au cours de l'année dernière. Le dialogue que vous entretenez avec le Saint-Siège favorise le partage d'impressions et d'informations, de même que la collaboration dans des domaines de caractère bilatéral ou multilatéral qui sont d'un intérêt particulier. Votre présence aujourd'hui rappelle l'importante contribution de l'Église à vos sociétés, dans des secteurs tels que l'éducation, la santé et l'assistance. Signes de la coopération entre l'Église catholique et les États sont les Accords qui ont été passés en 2011 avec l'Azerbaïdjan, le Monténégro et le Mozambique. Le premier a déjà été ratifié; je souhaite qu'il en aille de même rapidement pour les deux autres et que l'on parvienne à la conclusion de ceux qui sont en cours de négociation. De même, le Saint-Siège désire tisser un dialogue fructueux avec les Organisations internationales et régionales et, dans cette perspective, je relève avec satisfaction que les pays membres de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (A.S.E.A.N.) ont accueilli la nomination d'un Nonce Apostolique accrédité près de cette organisation. Je ne peux omettre de mentionner que, au mois de décembre dernier, le Saint-Siège a renforcé sa longue collaboration avec l'Organisation Internationale pour les Migrations, en en devenant membre à part entière. Il s'agit-là d'un témoignage de l'engagement du Saint-Siège et de l'Église catholique aux côtés de la communauté internationale, dans la recherche de solutions adéquates à ce phénomène qui présente de multiples aspects, de la protection de la dignité des personnes au souci du bien commun des communautés qui les reçoivent et de celles dont elles proviennent.

Au cours de l'année qui vient de s'achever j'ai rencontré personnellement de nombreux Chefs d'État et de Gouvernement, comme aussi des représentants éminents de vos nations qui ont participé à la cérémonie de la Béatification de mon très aimé Prédécesseur, le Pape Jean-Paul II. Des Représentants de vos pays ont aussi été aimablement présents à l'occasion du soixantième anniversaire de mon Ordination sacerdotale. À eux tous, comme à ceux que j'ai rencontrés dans mes voyages apostoliques en Croatie, à Saint-Marin, en Espagne, en Allemagne et au Bénin, je renouvelle ma gratitude pour la délicatesse qu'ils m'ont manifestée. En outre, j'adresse une pensée particulière aux pays de l'Amérique Latine et des Caraïbes qui, en 2011, ont fêté le bicentenaire de leur indépendance. Le 12 décembre dernier, ils ont voulu souligner leur lien avec l'Église catholique et avec le successeur du Prince des Apôtres, en participant, avec des représentants éminents de la communauté ecclésiale et des autorités institutionnelles, à la célébration solennelle dans la Basilique Saint-Pierre, au cours de laquelle j'ai annoncé mon intention de me rendre prochainement au Mexique et à Cuba. Je désire enfin saluer le Sud-Soudan qui, en juillet dernier, s'est constitué en tant qu'État souverain. Je me félicite que ce pas ait été accompli pacifiquement. Hélas, tensions et affrontements se sont succédé ces derniers mois et je souhaite que tous unissent leurs efforts afin que, pour les populations du Soudan et du Sud Soudan, s'ouvre enfin une période de paix, de liberté et de développement.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

La rencontre d'aujourd'hui se déroule traditionnellement à la fin des festivités de Noël, où l'Église célèbre la venue du Sauveur. Il vient dans l'obscurité de la nuit, et pourtant sa présence est immédiatement source de lumière et de joie (cf. *Lc 2, 9-10*). Vraiment, le monde est sombre, là où il n'est pas éclairé par la lumière divine ! Vraiment le monde est obscur, là où l'homme ne reconnaît plus son lien avec le Créateur et, ainsi, met également en danger ses relations avec les autres créatures et avec la création elle-même. Le moment actuel est malheureusement marqué par un profond malaise et les diverses crises: économiques, politiques et sociales, en sont une expression dramatique.

À ce sujet, je ne peux pas ne pas mentionner, avant tout, les développements graves et préoccupants de la crise économique et financière mondiale. Celle-ci n'a pas frappé seulement les familles et les entreprises des pays économiquement plus avancés, où elle a trouvé son origine, créant une situation dans laquelle beaucoup, surtout parmi les jeunes, se sont sentis désorientés et frustrés dans leurs aspirations d'un avenir serein, mais elle a aussi profondément marqué la vie des pays en voie de développement. Nous ne devons pas nous décourager mais retracer résolument notre chemin, avec de nouvelles formes d'engagement. La crise peut et doit être un aiguillon pour réfléchir sur l'existence humaine et sur l'importance de sa dimension éthique, avant même de le faire sur les mécanismes qui gouvernent la vie économique : non seulement pour chercher à endiguer les pertes individuelles ou celles des économies nationales, mais pour nous donner de nouvelles règles qui assurent à tous la possibilité de vivre dignement et de développer leurs capacités au bénéfice de la

communauté dans son ensemble.

Je désire ensuite rappeler que les effets de l'actuel moment d'incertitude touchent particulièrement les jeunes. De leur malaise sont nés les ferments qui, les mois derniers, ont investi, parfois durement, diverses régions. Je me réfère tout d'abord à l'Afrique du Nord et au Moyen-Orient, où les jeunes, qui souffrent entre autres de la pauvreté et du chômage et craignent l'absence de perspectives assurées, ont lancé ce qui est devenu un vaste mouvement de revendication de réformes et de participation plus active à la vie politique et sociale. Il est difficile actuellement de tracer un bilan définitif des récents événements et d'en comprendre pleinement les conséquences pour les équilibres de la Région. L'optimisme initial a cependant cédé le pas à la reconnaissance des difficultés de ce moment de transition et de changement, et il me semble évident que la voie adéquate pour continuer le chemin entrepris passe par la reconnaissance de la dignité inaliénable de toute personne humaine et de ses droits fondamentaux. Le respect de la personne doit être au centre des institutions et des lois, il doit conduire à la fin de toute violence et prévenir le risque que l'attention due aux demandes des citoyens et la nécessaire solidarité sociale se transforment en simples instruments pour garder ou conquérir le pouvoir. J'invite la communauté internationale à dialoguer avec les acteurs des processus en cours, dans le respect des peuples et en étant consciente que la construction de sociétés stables et réconciliées, opposées à toute discrimination injuste, en particulier d'ordre religieux, constitue un horizon plus vaste et plus lointain que celui des échéances électorales. J'éprouve une grande préoccupation pour les populations des pays dans lesquels se poursuivent tensions et violences, en particulier la Syrie, où je souhaite une rapide fin des effusions de sang et le commencement d'un dialogue fructueux entre les acteurs politiques, favorisé par la présence d'observateurs indépendants. En Terre Sainte, où les tensions entre Palestiniens et Israéliens ont des répercussions sur les équilibres de tout le Moyen-Orient, il faut que les responsables de ces deux peuples adoptent des décisions courageuses et clairvoyantes en faveur de la paix. J'ai appris avec plaisir que, suite à une initiative du Royaume de Jordanie, le dialogue a repris ; je souhaite qu'il se poursuive afin que l'on parvienne à une paix durable, qui garantisse le droit des deux peuples à vivre en sécurité dans des États souverains et à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues. La Communauté internationale, de son côté, doit stimuler sa propre créativité et les initiatives de promotion de ce processus de paix, dans le respect des droits de chaque partie. Je suis aussi avec grande attention les développements en Irak, déplorant les attentats qui ont causé encore récemment la perte de nombreuses vies humaines, et j'encourage ses Autorités à poursuivre avec fermeté sur le chemin d'une pleine réconciliation nationale.

Le bienheureux Jean-Paul II rappelait que « la voie de la paix est aussi la voie des jeunes »¹, puisque ceux-ci sont « la jeunesse des nations et des sociétés, la jeunesse de toute famille et celle de l'humanité entière »². Les jeunes, donc, nous poussent à considérer sérieusement leurs demandes de vérité, de justice et de paix. Par conséquent c'est à eux que j'ai dédié le Message annuel pour la célébration de la Journée Mondiale de la Paix, intitulé *Éduquer les jeunes à la justice et à la paix*. L'éducation est un thème crucial pour toutes les générations, puisque d'elle dépend aussi bien le sain développement de chaque personne que l'avenir de toute la société. C'est pourquoi elle représente une tâche de première importance en un temps difficile et délicat. Outre un objectif clair, comme est celui de conduire les jeunes à une connaissance pleine de la réalité et donc de la vérité, l'éducation a besoin de *lieux*. Parmi ceux-ci figure en premier la *famille*, fondée sur le mariage d'un homme avec une femme. Il ne s'agit pas d'une simple convention sociale, mais bien de la cellule fondamentale de toute société. Par conséquent, les politiques qui portent atteinte à la famille menacent la dignité humaine et l'avenir même de l'humanité. Le cadre familial est fondamental dans le parcours éducatif et pour le développement même des individus et des États ; en conséquence il faut des politiques qui le valorisent et qui aident à la cohésion sociale et au dialogue. C'est dans la famille que l'on s'ouvre au monde et à la vie et, comme j'ai eu l'occasion de le rappeler au cours de mon voyage en Croatie, « l'ouverture à la vie est un signe de l'ouverture à l'avenir »³. Dans ce contexte de l'ouverture à la vie, j'accueille donc avec satisfaction la récente sentence de la Cour de Justice de l'Union européenne, qui interdit de breveter les processus relatifs aux cellules staminales embryonnaires humaines, comme aussi la Résolution de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, qui condamne la sélection prénatale en fonction du sexe.

Plus généralement, en regardant surtout le monde occidental, je suis convaincu que s'opposent à l'éducation des jeunes et par conséquent à l'avenir de l'humanité, les mesures législatives qui non seulement permettent, mais parfois même favorisent l'avortement, pour des motifs de convenance ou des raisons médicales discutables.

Continuant notre réflexion, un rôle tout autant essentiel pour le développement de la personne est rempli par les *institutions éducatives* : elles sont les premières instances à collaborer avec la famille et elles ont du mal à accomplir leur tâche propre si vient à manquer une harmonie d'objectifs avec la réalité familiale. Il faut mettre en œuvre des politiques de formation afin que l'éducation scolaire soit accessible à tous et qu'en plus de promouvoir le développement cognitif de la personne, elle prenne soin de la croissance harmonieuse de la personnalité, y compris son ouverture au Transcendant. L'Église catholique a toujours été particulièrement active dans le domaine des institutions scolaires et académiques, remplissant une œuvre appréciée à côté de celle des institutions étatiques. Je souhaite donc que cette contribution soit reconnue et valorisée aussi par les législations nationales.

Dans cette perspective on comprend bien qu'une œuvre éducative efficace requiert également le respect de la *liberté religieuse*. Celle-ci est caractérisée par une dimension individuelle, ainsi que par une dimension collective et une dimension institutionnelle. Il s'agit du premier des droits de l'homme, parce qu'elle exprime la réalité la plus fondamentale de la personne. Trop souvent, pour des motifs divers, ce droit est encore limité ou bafoué. Je ne puis évoquer ce thème sans commencer par saluer la mémoire du Ministre pakistanais Shahbaz Bhatti, dont l'infatigable combat pour les droits des minorités s'est achevé par une mort tragique. Il ne s'agit pas, malheureusement, d'un cas unique. Dans de nombreux pays les chrétiens sont privés des droits fondamentaux et mis en marge de la vie publique ; dans d'autres ils souffrent des attaques violentes contre leurs églises et leurs habitations. Parfois, ils sont contraints à abandonner des pays qu'ils ont contribué à édifier, à cause des tensions continues et de politiques qui fréquemment les relèguent comme spectateurs secondaires de la vie nationale. Dans d'autres parties du monde, on trouve des politiques orientées à marginaliser le rôle de la religion dans la vie sociale, comme si elle était cause d'intolérance, plutôt que contribution appréciable dans l'éducation au respect de la dignité humaine, à la justice et à la paix. Le terrorisme motivé religieusement a fauché l'an passé également de nombreuses victimes, surtout en Asie et en Afrique, et c'est pourquoi, comme je l'ai rappelé à Assise, les responsables religieux doivent répéter avec force et fermeté que « telle n'est pas la vraie nature de la religion. C'est au contraire son antithèse, qui contribue à sa destruction »⁴. La religion ne peut être utilisée comme prétexte pour mettre de côté les règles de la justice et du droit en faveur du « bien » qu'elle poursuit. Dans cette perspective, je suis fier de rappeler, comme je l'ai fait dans mon pays natal, que pour les Pères constituants de l'Allemagne la vision chrétienne de l'homme a été la vraie force inspiratrice, comme, du reste, elle l'a été pour les Pères fondateurs de l'Europe unie. Je voudrais mentionner aussi des signes encourageants dans le domaine de la liberté religieuse. Je me réfère à la modification législative grâce à laquelle la personnalité juridique publique des minorités religieuses a été reconnue en Géorgie; je pense aussi à la sentence de la Cour européenne des droits de l'homme en faveur de la présence du Crucifix dans les salles de classes italiennes. Et justement je désire adresser à l'Italie une pensée particulière, en conclusion du cent-cinquantième anniversaire de son unification politique. Les relations entre le Saint-Siège et l'État italien ont traversé des moments difficiles après l'unification. Au cours du temps, cependant, la concorde et la volonté réciproque de coopérer ont prévalu, chacun dans son domaine propre, pour favoriser le bien commun. Je souhaite que l'Italie continue à promouvoir une relation équilibrée entre l'Église et l'État, constituant ainsi un exemple, auquel les autres nations puissent se référer avec respect et intérêt.

Sur le continent africain, que j'ai visité de nouveau en me rendant récemment au Bénin, il est essentiel que la collaboration entre les communautés chrétiennes et les Gouvernements aide à parcourir un chemin de justice, de paix et de réconciliation, où les membres de toutes les ethnies et de toutes les religions soient respectés. Il est douloureux de constater que, dans divers pays de ce continent, ce but est encore lointain. Je pense en particulier à la recrudescence des violences qui touche le Nigeria, comme l'ont rappelé les attentats commis contre plusieurs églises durant le temps de Noël, aux séquelles de la guerre civile en Côte d'Ivoire, à l'instabilité persistante dans la Région des Grands Lacs et à l'urgence humanitaire dans les pays de la Corne de l'Afrique. Je demande, une fois encore, à la Communauté internationale d'aider avec sollicitude à trouver une solution à la crise qui perdure depuis des années en Somalie.

Enfin, je tiens à souligner qu'une éducation correctement comprise ne peut que favoriser le *respect de la création*. On ne peut oublier les graves calamités naturelles qui, au cours de 2011, ont touché diverses régions du Sud-Est asiatique et les désastres écologiques comme celui de la centrale nucléaire de Fukushima au Japon. La sauvegarde de l'environnement, la synergie entre la lutte contre la pauvreté et celle contre les changements climatiques constituent des domaines importants pour la promotion du développement humain

intégral. Par conséquent je souhaite que, suite à la XVIIème session de la Conférence des États Parties à la Convention de l'ONU sur les changements climatiques, qui s'est conclue récemment à Durban, la Communauté internationale se prépare à la Conférence de l'ONU sur le développement durable (« Rio + 20 ») comme une authentique « famille des nations » et, donc, avec un grand sens de la solidarité et de la responsabilité envers les générations présentes et celles du futur.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

La naissance du Prince de la paix nous enseigne que la vie ne finit pas dans le néant, que son destin n'est pas la corruption, mais l'immortalité. Le Christ est venu pour que les hommes aient la vie et l'aient en abondance (cf. *Jn* 10, 10). « C'est seulement lorsque l'avenir est assuré en tant que réalité positive que le présent devient aussi vivable »⁵. Animé par la certitude de la foi, le Saint-Siège continue à donner sa propre contribution à la Communauté internationale, selon cette double intention que le Concile Vatican II – dont le cinquantième anniversaire a lieu cette année – a clairement définie : proclamer la grandeur suprême de la vocation de l'homme et la présence en lui d'un germe divin, et offrir à l'humanité une coopération sincère, qui instaure la fraternité universelle qui correspond à cette vocation⁶. Dans cet esprit, je vous renouvelle à tous, aux membres de vos familles et à vos collaborateurs mes vœux les plus cordiaux pour la nouvelle année. Merci pour votre attention.

1 JEAN-PAUL II, Lettre apostolique *'Dilecti amici'*, 31 mars 1985, n. 15.2 *Ibidem*, n. 1.3 Homélie de la Messe à l'occasion de la Journée nationale des familles catholiques croates, Zagreb, 5 juin 2011.4 Intervention pour la Journée de réflexion, de dialogue et de prière pour la paix et la justice dans le monde, Assise, 27 octobre 2011.5 *Spe salvi*, n. 2.6 Cf. *Gaudium et spes*, n. 3.[00032-03.01] [Texte original: Français]● **TRADUZIONE IN LINGUA INGLESE**Your Excellencies,

Ladies and Gentlemen, It is always a particular pleasure for me to receive you, the distinguished members of the Diplomatic Corps accredited to the Holy See, in the splendid setting of this Sala Regia, and personally to offer you my cordial good wishes for the New Year. Before all else, I thank your Dean, Ambassador Alejandro Valladares Lanza, and the Vice-Dean, Ambassador Jean-Claude Michel, for the respectful sentiments which they expressed on your behalf, and I offer a special greeting to all those taking part in our meeting for the first time. Through you my good wishes extend to all the nations which you represent and with which the Holy See maintains diplomatic relations. It is a joy for us that Malaysia joined this community in the past year. The dialogue which you maintain with the Holy See favours the exchange of views and information, as well as cooperation in areas of common interest which are bilateral or multilateral in nature. Your presence today evokes the important contribution which the Church makes to your societies in areas such as education, health care and social services. A sign of the cooperation existing between the Catholic Church and States is seen in the Accords reached in 2011 with Azerbaijan, Montenegro and Mozambique. The first has already been ratified; I trust that this will also be the case with the two others, and that those currently under negotiation will soon be concluded. The Holy See also desires to establish a fruitful dialogue with international and regional organizations, and in this context I note with satisfaction that the member states of the Association of South-East Asian Nations (ASEAN) have accepted the appointment of an Apostolic Nuncio accredited to that organization. Nor can I fail to mention that last December the Holy See strengthened its longstanding cooperation with the International Organization for Migration by becoming a full member. This is a sign of the commitment of the Holy See and the Catholic Church, alongside the international community, in the search for suitable solutions to this phenomenon which presents a number of aspects ranging from the safeguarding of the dignity of persons to concern for the common good of both the communities which receive them and those from which they come. In the course of the year just ended, I personally met many Heads of State and Government, as well as the distinguished representatives of your nations who took part in the ceremony of the Beatification of my beloved predecessor, Pope John Paul II. Representatives of your countries were also graciously present for the celebrations marking the sixtieth anniversary of my priestly ordination. To all of them, and to those whom I met during my Apostolic Journeys to Croatia, San Marino, Spain, Germany and Benin, I renew my gratitude for the kindness which they showed me. My thoughts also turn in a special way to the countries of Latin America and the Caribbean which in 2011 celebrated the bicentenary of their independence. On 12 December last, they emphasized their bond with the Catholic Church and with the Successor of the Prince of the Apostles by taking

part, alongside distinguished representatives of the ecclesial community and institutional authorities, in the solemn celebration held in Saint Peter's Basilica, during which I announced my intention to visit Mexico and Cuba in the near future. Finally, I wish to greet South Sudan, which last July became a sovereign state. I am happy that this was achieved peacefully. Sadly, tensions and clashes have ensued in recent months, and I express my hope that all may unite their efforts to enable the people of Sudan and South Sudan to experience at last a period of peace, freedom and development.

Your Excellencies, Today's meeting traditionally takes place at the end of the Christmas season, during which the Church celebrates the coming of the Saviour. He comes in the dark of night and so his presence is immediately a source of light and joy (cf. *Lk 2:9-10*). Truly the world is gloomy wherever it is not brightened by God's light! Truly the world is dark wherever men and women no longer acknowledge their bond with the Creator and thereby endanger their relation to other creatures and to creation itself. The present moment is sadly marked by a profound disquiet and the various crises – economic, political and social – are a dramatic expression of this. Here I cannot fail to address before all else the grave and disturbing developments of the global economic and financial crisis. The crisis has not only affected families and businesses in the more economically advanced countries where it originated, creating a situation in which many people, especially the young, have felt disoriented and frustrated in their aspirations for a serene future, but it has also had a profound impact on the life of developing countries. We must not lose heart, but instead resolutely rediscover our way through new forms of commitment. The crisis can and must be an incentive to reflect on human existence and on the importance of its ethical dimension, even before we consider the mechanisms governing economic life: not only in an effort to stem private losses or to shore up national economies, but to give ourselves new rules which ensure that all can lead a dignified life and develop their abilities for the benefit of the community as a whole. I would like next to point out that the effects of the present moment of uncertainty are felt particularly by the young. Their disquiet has given rise in recent months to agitation which has affected various regions, at times severely. I think first and foremost of North Africa and the Middle East, where young people, among others, who are suffering from poverty and unemployment and are fearful of an uncertain future, have launched what has developed into a vast movement calling for reforms and a more active share in political and social life. At present it is hard to make a definitive assessment of recent events and to understand fully their consequences for the stability of the region. Initial optimism has yielded to an acknowledgment of the difficulties of this moment of transition and change, and it seems evident to me that the best way to move forward is through the recognition of the inalienable dignity of each human person and of his or her fundamental rights. Respect for the person must be at the centre of institutions and laws; it must lead to the end of all violence and forestall the risk that due concern for popular demands and the need for social solidarity turn into mere means for maintaining or seizing power. I invite the international community to dialogue with the actors in the current processes, in a way respectful of peoples and in the realization that the building of stable and reconciled societies, opposed to every form of unjust discrimination, particularly religious discrimination, represents a much vaster horizon than that of short-term electoral gains. I am deeply concerned for the people of those countries where hostilities and acts of violence continue, particularly Syria, where I pray for a rapid end to the bloodshed and the beginning of a fruitful dialogue between the political forces, encouraged by the presence of independent observers. In the Holy Land, where tensions between Palestinians and Israelis affect the stability of the entire Middle East, it is necessary that the leaders of these two peoples adopt courageous and farsighted decisions in favour of peace. I was pleased to learn that, following an initiative of the Kingdom of Jordan, dialogue has been resumed; I express my hope that it will be maintained, and that it will lead to a lasting peace which guarantees the right of the two peoples to dwell in security in sovereign states and within secure and internationally recognized borders. For its part, the international community must become more creative in developing initiatives which promote this peace process and are respectful of the rights of both parties. I am also following closely the developments in Iraq, and I deplore the attacks that have recently caused so much loss of life; I encourage the nation's leaders to advance firmly on the path to full national reconciliation.

Blessed John Paul II stated that "the path of peace is at the same time the path of the young",¹ inasmuch as young people embody "the youth of the nations and societies, the youth of every family and of all humanity".² Young people thus impel us to take seriously their demand for truth, justice and peace. For this reason, I chose them as the subject of my annual World Day of Peace Message, entitled *Educating Young People in Justice and Peace*. Education is a crucial theme for every generation, for it determines the healthy development of each person and the future of all society. It thus represents a task of primary importance in this difficult and demanding time. In addition to a clear goal, that of leading young people to a full knowledge of reality and thus of truth, education needs *settings*. Among these, pride of place goes to the *family*, based on the marriage of a man and a woman. This is not a simple social convention, but rather the fundamental cell of every society. Consequently, policies which undermine the family threaten human dignity and the future of humanity itself. The family unit is fundamental for the educational process and for the development both of individuals and

States; hence there is a need for policies which promote the family and aid social cohesion and dialogue. It is in the family that we become open to the world and to life and, as I pointed out during my visit to Croatia, "openness to life is a sign of openness to the future".³ In this context of openness to life, I note with satisfaction the recent sentence of the Court of Justice of the European Union forbidding patenting processes relative to human embryonic stem cells, as well as the resolution of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe condemning prenatal selection on the basis of sex. More generally, and with particular reference to the West, I am convinced that legislative measures which not only permit but at times even promote abortion for reasons of convenience or for questionable medical motives compromise the education of young people and, as a result, the future of humanity. Continuing our reflection, a similarly essential role in the development of the person is played by *educational institutions*: these are the first instances which cooperate with the family and they can hardly function properly unless they share the same goals as the family. There is a need to implement educational policies which ensure that schooling is available to everyone and which, in addition to promoting the cognitive development of the individual, show concern for a balanced personal growth, including openness to the Transcendent. The Catholic Church has always been particularly active in the field of education and schooling, making a valued contribution alongside that of state institutions. It is my hope that this contribution will be acknowledged and prized also by the legislation of the various nations. In this perspective, it is clear that an effective educational programme also calls for respect for *religious freedom*. This freedom has individual, collective and institutional dimensions. We are speaking of the first of human rights, for it expresses the most fundamental reality of the person. All too often, for various reasons, this right remains limited or is flouted. I cannot raise this subject without first paying tribute to the memory of the Pakistani Minister Shahbaz Bhatti, whose untiring battle for the rights of minorities ended in his tragic death. Sadly, we are not speaking of an isolated case. In many countries Christians are deprived of fundamental rights and sidelined from public life; in other countries they endure violent attacks against their churches and their homes. At times they are forced to leave the countries they have helped to build because of persistent tensions and policies which frequently relegate them to being second-class spectators of national life. In other parts of the world, we see policies aimed at marginalizing the role of religion in the life of society, as if it were a cause of intolerance rather than a valued contribution to education in respect for human dignity, justice and peace. In the past year religiously motivated terrorism has also reaped numerous victims, especially in Asia and in Africa; for this reason, as I stated in Assisi, religious leaders need to repeat firmly and forcefully that "this is not the true nature of religion. It is the antithesis of religion and contributes to its destruction".⁴ Religion cannot be employed as a pretext for setting aside the rules of justice and of law for the sake of the intended "good". In this context I am proud to recall, as I did in my native country, that the Christian vision of man was the true inspiration for the framers of Germany's Basic Law, as indeed it was for the founders of a united Europe. I would also like to bring up several encouraging signs in the area of religious freedom. I am referring to the legislative amendment whereby the public juridical personality of religious minorities was recognized in Georgia; I think too of the sentence of the European Court of Human Rights upholding the presence of the crucifix in Italian schoolrooms. It is also appropriate for me to make particular mention of Italy at the conclusion of the 150th anniversary of her political unification. Relations between the Holy See and Italy experienced moments of difficulty following the unification. In the course of time, however, concord and the mutual desire for cooperation, each within its proper domain, prevailed for the promotion of the common good. I hope that Italy will continue to foster a stable relationship between Church and State, and thus serve as an example to which other nations can look with respect and interest. On the continent of Africa, to which I returned during my recent visit to Benin, it is essential that cooperation between Christian communities and Governments favour progress along the path of justice, peace and reconciliation, where respect is shown for members of all ethnic groups and all religions. It is painful to realize that in different countries of the continent this goal remains distant. I think in particular of the renewed outbreak of violence in Nigeria, as we saw from the attacks against several churches during the Christmas period, the aftermath of the civil war in Côte d'Ivoire, the continuing instability in the Great Lakes region and the humanitarian emergency in the countries of the Horn of Africa. I once again appeal to the international community to make every effort to find a solution to the crisis which has gone on for years in Somalia. Finally I would stress that education, correctly understood, cannot fail to foster *respect for creation*. We cannot disregard the grave natural calamities which in 2011 affected various regions of South-East Asia, or ecological disasters like that of the Fukushima nuclear plant in Japan. Environmental protection and the connection between fighting poverty and fighting climate change are important areas for the promotion of integral human development. For this reason, I hope that, pursuant to the XVII session of the Conference of States Parties to the UN Convention on Climate Change recently concluded in Durban, the international community will prepare for the UN Conference on Sustainable Development ("Rio + 20") as an authentic "family of nations" and thus with a great sense of solidarity and responsibility towards present and future generations. Your Excellencies, Ladies and Gentlemen, The birth of the Prince of Peace

teaches us that life does not end in a void, that its destiny is not decay but eternal life. Christ came so that we might have life and have it in abundance (cf. *Jn* 10:10). "Only when the future is certain as a positive reality does it become possible to live the present as well".⁵ Inspired by the certainty of faith, the Holy See continues to offer its proper contribution to the international community in accordance with the twofold desire clearly enunciated by the Second Vatican Council, whose fiftieth anniversary takes place this year: to proclaim the lofty grandeur of our human calling and the presence within us of a divine seed, and to offer humanity sincere cooperation in building a sense of universal fraternity corresponding to this calling.⁶ In this spirit I renew to all of you, and to your families and your staff, my most cordial good wishes for the New Year. Thank you for your attention.

1 JOHN PAUL II, Apostolic Letter *Dilecti Amici* (31 March 1985), 15.2 *Ibid.*, 1.3 Homily at the Mass for the National Day of Croatian Catholic Families, Zagreb (5 June 2011).⁴ Address for the Day of Reflection, Dialogue and Prayer for Peace and Justice in the World, Assisi (27 October 2011).⁵ *Spe Salvi*, 2.6 Cf. *Gaudium et Spes*, 3.[00032-02.01] [Original text: French]

• TRADUZIONE IN LINGUA ITALIANA Eccellenze,

Signore e Signori! È per me sempre un'occasione particolarmente gradita potervi accogliere, distinti Membri del Corpo Diplomatico accreditato presso la Santa Sede, nella splendida cornice di questa Sala Regia, per formularvi personalmente fervidi auguri per l'anno che inizia. Ringrazio anzitutto il vostro Decano, l'Ambasciatore Alejandro Valladares Lanza, come pure l'Ambasciatore Jean-Claude Michel, per le deferenti parole con cui si sono fatti interpreti dei vostri sentimenti, e saluto in modo speciale quanti partecipano per la prima volta a questo nostro incontro. Attraverso di voi, il mio augurio si estende a tutte le Nazioni che rappresentate, con le quali la Santa Sede mantiene relazioni diplomatiche. E' una gioia per noi che la Malesia si sia aggiunta a questa comunità nel corso dell'anno appena concluso. Il dialogo che voi intrattenete con la Santa Sede agevola la condivisione di impressioni e di informazioni, come pure la collaborazione in ambiti di carattere bilaterale o multilaterale che sono di particolare interesse. La vostra presenza odierna ricorda l'importante contributo della Chiesa alle vostre società, in settori quali l'educazione, la sanità e l'assistenza. Segni della cooperazione tra la Chiesa Cattolica e gli stati sono gli Accordi stipulati nel 2011 con l'Azerbaijan, il Montenegro e il Mozambico. Il primo è già stato ratificato; auspico che rapidamente accada lo stesso per gli altri due e che si giunga alla conclusione di quelli che sono in via di negoziazione. Ugualmente, la Santa Sede desidera tessere un dialogo fruttuoso con le Organizzazioni internazionali e regionali e, in questa prospettiva, rilevo con soddisfazione che i Paesi membri dell'Associazione delle Nazioni del Sud-Est Asiatico (A.S.E.A.N.) hanno accolto la nomina di un Nunzio Apostolico accreditato presso questa Organizzazione. Non posso omettere di menzionare che, nello scorso mese di dicembre, la Santa Sede ha rafforzato la sua lunga collaborazione con l'Organizzazione Internazionale per le Migrazioni, diventandone membro a pieno titolo. Si tratta di un attestato dell'impegno della Santa Sede e della Chiesa Cattolica al fianco della Comunità internazionale, nella ricerca di soluzioni adeguate a questo fenomeno che presenta molteplici aspetti, dalla protezione della dignità delle persone alla cura del bene comune delle comunità che le ricevono e di quelle da cui provengono. Nel corso dell'anno appena terminato ho incontrato personalmente numerosi Capi di Stato e di Governo, come pure Autorevoli rappresentanti delle vostre Nazioni che hanno partecipato alla cerimonia di Beatificazione del mio amato Predecessore, il Papa Giovanni Paolo II. Rappresentanti dei vostri Paesi si sono poi resi gentilmente presenti in occasione del 60° anniversario della mia Ordine sacerdotale. A tutti loro, come pure a quanti ho incontrato nei miei viaggi apostolici in Croazia, a San Marino, in Spagna, in Germania ed in Benin, rinnovo la mia gratitudine per la delicatezza che mi hanno manifestato. Inoltre, indirizzo un particolare pensiero ai Paesi dell'America Latina e dei Caraibi che, nel 2011, hanno festeggiato il bicentenario della loro indipendenza. Il 12 dicembre scorso, essi hanno voluto sottolineare il loro legame con la Chiesa Cattolica e con il successore del Principe degli Apostoli partecipando, con alti esponenti della comunità ecclesiale e autorità istituzionali, alla solenne celebrazione nella Basilica di San Pietro, nella quale ho annunciato l'intenzione di recarmi prossimamente in Messico e a Cuba. Desidero, infine, salutare il Sud Sudan che, nel luglio scorso, si è costituito quale Stato sovrano. Mi rallegro che questo passo sia stato compiuto pacificamente. Purtroppo, tensioni e scontri si sono succeduti in questi ultimi mesi ed auspico che tutti uniscano i loro sforzi affinché, per le popolazioni del Sudan e del Sud Sudan, si apra infine un periodo di pace, di libertà e di sviluppo. Signore e Signori Ambasciatori! L'incontro odierno avviene tradizionalmente alla fine delle festività natalizie, in cui la Chiesa celebra la venuta del Salvatore. Egli viene nel buio della notte, eppure la sua presenza è immediatamente fonte di luce e di gioia (cfr *Lc* 2,9-10). Davvero il mondo è buio, laddove non è rischiarato dalla luce divina! Davvero il mondo è oscuro, laddove l'uomo non riconosce più il proprio legame con il Creatore e, così, mette a rischio anche i suoi rapporti con le altre creature e con lo stesso creato. Il momento attuale è segnato purtroppo da un profondo malessere e le diverse crisi: economiche, politiche e sociali, ne sono una drammatica espressione. A tale proposito, non posso non menzionare, anzitutto, gli sviluppi gravi e preoccupanti della crisi economica e finanziaria mondiale. Questa non ha colpito soltanto le famiglie e le imprese dei Paesi economicamente più

avanzati, dove ha avuto origine, creando una situazione in cui molti, soprattutto tra i giovani, si sono sentiti disorientati e frustrati nelle loro aspirazioni ad un avvenire sereno, ma ha inciso profondamente anche sulla vita dei Paesi in via di sviluppo. Non dobbiamo scoraggiarci ma riprogettare risolutamente il nostro cammino, con nuove forme di impegno. La crisi può e deve essere uno sprone a riflettere sull'esistenza umana e sull'importanza della sua dimensione etica, prima ancora che sui meccanismi che governano la vita economica: non soltanto per cercare di arginare le perdite individuali o delle economie nazionali, ma per darci nuove regole che assicurino a tutti la possibilità di vivere dignitosamente e di sviluppare le proprie capacità a beneficio dell'intera comunità. Desidero poi ricordare che gli effetti dell'attuale momento di incertezza colpiscono particolarmente i giovani. Dal loro malessere sono nati i fermenti che, nei mesi scorsi, hanno investito, talvolta duramente, diverse Regioni. Mi riferisco anzitutto al Nord Africa e al Medio Oriente, dove i giovani, che soffrono tra l'altro per la povertà e la disoccupazione e temono l'assenza di prospettive certe, hanno lanciato quello che è diventato un vasto movimento di rivendicazione di riforme e di partecipazione più attiva alla vita politica e sociale. E' difficile attualmente tracciare un bilancio definitivo dei recenti avvenimenti e comprenderne appieno le conseguenze per gli equilibri della Regione. L'ottimismo iniziale ha tuttavia ceduto il passo al riconoscimento delle difficoltà di questo momento di transizione e di cambiamento, e mi sembra evidente che la via adeguata per continuare il cammino intrapreso passa attraverso il riconoscimento della dignità inalienabile di ogni persona umana e dei suoi diritti fondamentali. Il rispetto della persona dev'essere al centro delle istituzioni e delle leggi, deve condurre alla fine di ogni violenza e prevenire il rischio che la doverosa attenzione alle richieste dei cittadini e la necessaria solidarietà sociale si trasformino in semplici strumenti per conservare o conquistare il potere. Invito la Comunità internazionale a dialogare con gli attori dei processi in atto, nel rispetto dei popoli e nella consapevolezza che la costruzione di società stabili e riconciliate, aliene da ogni ingiusta discriminazione, in particolare di ordine religioso, costituisce un orizzonte più vasto e più lontano di quello delle scadenze elettorali. Sento una grande preoccupazione per le popolazioni dei Paesi in cui si susseguono tensioni e violenze, in particolare la Siria, dove auspico una rapida fine degli spargimenti di sangue e l'inizio di un dialogo fruttuoso tra gli attori politici, favorito dalla presenza di osservatori indipendenti. In Terra Santa, dove le tensioni tra Palestinesi e Israeliani hanno ripercussioni sugli equilibri di tutto il Medio Oriente, bisogna che i responsabili di questi due popoli adottino decisioni coraggiose e lungimiranti in favore della pace. Ho appreso con piacere che, in seguito ad un'iniziativa del Regno di Giordania, il dialogo è ripreso; auspico che esso prosegua affinché si giunga ad una pace duratura, che garantisca il diritto di quei due popoli a vivere in sicurezza in Stati sovrani e all'interno di frontiere sicure e internazionalmente riconosciute. La Comunità internazionale, da parte sua, deve stimolare la propria creatività e le iniziative di promozione di questo processo di pace, nel rispetto dei diritti di ogni parte. Seguo anche con grande attenzione gli sviluppi in Iraq, deplorando gli attentati che hanno causato ancora recentemente la perdita di numerose vite umane, e incoraggio le sue autorità a proseguire con fermezza sulla via di una piena riconciliazione nazionale. Il Beato Giovanni Paolo II ricordava che «la via della pace è la via dei giovani»¹, poiché essi sono «la giovinezza delle nazioni e delle società, la giovinezza di ogni famiglia e dell'intera umanità»². I giovani, dunque, ci spronano a considerare seriamente le loro domande di verità, di giustizia e di pace. Pertanto è a loro che ho dedicato l'annuale Messaggio per la celebrazione della Giornata Mondiale della Pace, intitolato *Educare i giovani alla giustizia e alla pace*. L'educazione è un tema cruciale per ogni generazione, poiché da essa dipende tanto il sano sviluppo di ogni persona, quanto il futuro di tutta la società. Essa, perciò, costituisce un compito di primaria importanza in un tempo difficile e delicato. Oltre ad un obiettivo chiaro, quale è quello di condurre i giovani ad una conoscenza piena della realtà e quindi della verità, l'educazione ha bisogno di *luoghi*. Tra questi figura anzitutto la *famiglia*, fondata sul matrimonio di un uomo con una donna. Questa non è una semplice convenzione sociale, bensì la cellula fondamentale di ogni società. Pertanto, le politiche lesive della famiglia minacciano la dignità umana e il futuro stesso dell'umanità. Il contesto familiare è fondamentale nel percorso educativo e per lo sviluppo stesso degli individui e degli Stati; di conseguenza occorrono politiche che lo valorizzino e aiutino così la coesione sociale e il dialogo. È nella famiglia che ci si apre al mondo e alla vita e, come ho avuto modo di ricordare durante il mio viaggio in Croazia, «l'apertura alla vita è segno di apertura al futuro»³. In questo contesto dell'apertura alla vita, accolgo con soddisfazione la recente sentenza della Corte di Giustizia dell'Unione Europea, che vieta di brevettare i processi relativi alle cellule staminali embrionali umane, come pure la Risoluzione dell'Assemblea Parlamentare del Consiglio d'Europa, che condanna la selezione prenatale in funzione del sesso. Più in generale, guardando soprattutto al mondo occidentale, sono convinto che si oppongano all'educazione dei giovani e di conseguenza al futuro dell'umanità le misure legislative che non solo permettono, ma talvolta addirittura favoriscono l'aborto, per motivi di convenienza o per ragioni mediche discutibili. Continuando la nostra riflessione, un ruolo altrettanto essenziale per lo sviluppo della persona è svolto dalle *istituzioni educative*: esse sono le prime istanze a collaborare con la famiglia e faticano a compiere il compito loro proprio se viene a mancare un'armonia di intenti con la realtà familiare. Occorre attuare politiche formative affinché l'educazione scolastica sia accessibile a tutti

e che, oltre a promuovere lo sviluppo cognitivo della persona, curi la crescita armonica della personalità, compresa la sua apertura al Trascendente. La Chiesa Cattolica è sempre stata particolarmente attiva nel campo delle istituzioni scolastiche ed accademiche, svolgendo un'opera apprezzata accanto a quella delle istituzioni statali. Auspico, quindi, che tale contributo sia riconosciuto e valorizzato anche dalle legislazioni nazionali. In tale prospettiva, ben si comprende come un'efficace opera educativa postuli pure il rispetto della *libertà religiosa*. Questa è caratterizzata da una dimensione individuale, come pure da una dimensione collettiva e da una dimensione istituzionale. Si tratta del primo dei diritti umani, perché essa esprime la realtà più fondamentale della persona. Troppo spesso, per diversi motivi, tale diritto è ancora limitato o schernito. Non posso evocare questo tema senza anzitutto salutare la memoria del ministro pachistano Shahbaz Bhatti, la cui infaticabile lotta per i diritti delle minoranze si è conclusa con una morte tragica. Non si tratta, purtroppo, di un caso isolato. In non pochi Paesi i cristiani sono privati dei diritti fondamentali e messi ai margini della vita pubblica; in altri subiscono attacchi violenti contro le loro chiese e le loro abitazioni. Talvolta, sono costretti ad abbandonare Paesi che essi hanno contribuito a edificare, a causa delle continue tensioni e di politiche che non di rado li relegano a spettatori secondari della vita nazionale. In altre parti del mondo, si riscontrano politiche volte ad emarginare il ruolo della religione nella vita sociale, come se essa fosse causa di intolleranza, piuttosto che contributo apprezzabile nell'educazione al rispetto della dignità umana, alla giustizia e alla pace. Il terrorismo motivato religiosamente ha mietuto anche l'anno scorso numerose vittime, soprattutto in Asia e in Africa, ed è per questo, come ho ricordato ad Assisi, che i *leaders* religiosi debbono ripetere con forza e fermezza che «questa non è la vera natura della religione. È invece il suo travisamento e contribuisce alla sua distruzione»⁴. La religione non può essere usata come pretesto per accantonare le regole della giustizia e del diritto a vantaggio del "bene" che essa persegue. In questa prospettiva, sono fiero di ricordare, come ho fatto nel mio Paese natale, che per i Padri costituenti della Germania la visione cristiana dell'uomo è stata la vera forza ispiratrice, come, del resto, lo è stata per i Padri fondatori dell'Europa unita. Vorrei inoltre menzionare segnali incoraggianti nel campo della libertà religiosa. Mi riferisco alla modifica legislativa grazie alla quale la personalità giuridica pubblica delle minoranze religiose è stata riconosciuta in Georgia; penso anche alla sentenza della Corte europea dei diritti dell'uomo in favore della presenza del Crocifisso nelle aule scolastiche italiane. E proprio all'Italia desidero rivolgere un particolare pensiero, al termine del 150° anniversario della sua unificazione politica. Le relazioni tra la Santa Sede e lo Stato italiano hanno attraversato momenti difficili dopo l'unificazione. Nel tempo, però, hanno prevalso la concordia e la reciproca volontà di cooperare, ciascuno nel proprio ambito, per favorire il bene comune. Auspico che l'Italia continui a promuovere un rapporto equilibrato fra la Chiesa e lo Stato, costituendo così un esempio, al quale le altre Nazioni possano riferirsi con rispetto e interesse. Nel continente africano, che ho nuovamente visitato recandomi recentemente in Benin, è essenziale che la collaborazione fra le comunità cristiane e i Governi aiuti a percorrere un cammino di giustizia, di pace e di riconciliazione, in cui i membri di tutte le etnie e di tutte le religioni siano rispettati. E' doloroso constatare che tale meta, in vari Paesi di quel continente, è ancora lontana. Penso in particolare alla recrudescenza delle violenze che interessa la Nigeria, come hanno ricordato gli attentati commessi contro varie chiese nel tempo di Natale, agli strascichi della guerra civile in Costa d'Avorio, alla persistente instabilità nella Regione dei Grandi Laghi e all'urgenza umanitaria nei Paesi del Corno d'Africa. Chiedo, ancora una volta, alla Comunità internazionale di aiutare con sollecitudine a trovare una soluzione alla crisi che dura da anni in Somalia. Infine, mi preme sottolineare che una educazione rettamente intesa non può che favorire il *rispetto del creato*. Non si possono dimenticare le gravi calamità naturali che, nel 2011, hanno colpito varie zone del Sud-Est asiatico, e i disastri ambientali come quello della centrale nucleare di Fukushima in Giappone. La salvaguardia dell'ambiente, la sinergia tra la lotta contro la povertà e quella contro i cambiamenti climatici costituiscono ambiti rilevanti per la promozione dello sviluppo umano integrale. Pertanto auspico che, in seguito alla XVII sessione della Conferenza degli Stati Parte alla Convenzione ONU sui cambiamenti climatici, da poco conclusasi a Durban, la Comunità internazionale si prepari alla Conferenza dell'ONU sullo sviluppo sostenibile ("Rio+20") quale autentica "famiglia delle Nazioni" e, perciò, con grande senso di solidarietà e di responsabilità verso le generazioni presenti e per quelle future. Eccellenze, Signore e Signori! La nascita del Principe della pace ci insegna che la vita non finisce nel nulla, che il suo destino non è la corruzione, bensì l'immortalità. Cristo è venuto perché gli uomini abbiano la vita e l'abbiano in abbondanza (cfr Gv 10,10). «Solo quando il futuro è certo come realtà positiva, diventa vivibile anche il presente»⁵. Animata dalla certezza della fede, la Santa Sede continua a dare il proprio contributo alla Comunità internazionale, secondo quel duplice intendimento che il Concilio Vaticano II – di cui quest'anno ricorre il 50° anniversario – ha chiaramente definito: proclamare la grandezza somma della vocazione dell'uomo e la presenza in lui di un germe divino, nonché offrire all'umanità una cooperazione sincera, che instauri quella fraternità universale che corrisponde a tale vocazione⁶. In questo spirito, rinnovo a tutti voi, ai membri delle vostre famiglie e ai vostri collaboratori i miei più cordiali auguri per il nuovo anno. Grazie per la vostra attenzione.

1 GIOVANNI PAOLO II, Lettera Apostolica

Dilecti amici, 31 marzo 1985, n. 15.2 *Ibidem*, n. 1.3 *Omelia della Santa Messa in occasione della Giornata Nazionale delle Famiglie Cattoliche croate*, Zagabria 5 giugno 2011.4 *Intervento per la Giornata di riflessione, dialogo e preghiera per la pace e la giustizia nel mondo*, Assisi, 27 ottobre 2011.5 *Spe salvi*, n. 2.6 Cfr *Gaudium et spes*, 3.[00032-01.01] [Testo originale: Francese]• **TRADUZIONE IN LINGUA SPAGNOLA**

Excelencias, Señoras y Señores Siempre es un placer recibirles, distinguidos miembros del Cuerpo diplomático acreditado ante la Santa Sede, en el marco espléndido de esta Sala Regia, para expresarles personalmente mi ferviente felicitación por el año que hemos empezado. Ante todo agradezco a vuestro Decano, el Embajador Alejandro Valladares Lanza, así como al Vicedecano, el Embajador Jean-Claude Michel, por las deferentes palabras con las que se han hecho intérpretes de vuestros sentimientos al mismo tiempo que saludo de manera especial a todos los que participan por primera vez en este encuentro. A través de vosotros, extendiendo mi felicitación a todas las naciones que representáis, y con las que la Santa Sede mantiene relaciones diplomáticas. El año pasado tuvimos la alegría de que Malasia se uniera a esta comunidad. El diálogo que mantenéis con la Santa Sede favorece el intercambio de impresiones y de información, así como la colaboración en los ámbitos de carácter bilateral o multilateral de particular interés. Vuestra presencia hoy nos recuerda la importante contribución de la Iglesia en vuestras sociedades, en sectores como la educación, la sanidad y la asistencia. Los Acuerdos aprobados en el 2011 con Azerbaiyán, Montenegro y Mozambique, son signos de la cooperación entre la Iglesia católica y los Estados. El primero ya ha sido ratificado; deseo que pronto suceda lo mismo con los otros dos y que se concluyan los que se están negociando. Asimismo, la Santa Sede desea entablar un diálogo fructífero con los Organismos internacionales y regionales, señalando a este respecto con satisfacción que los países miembros de la Asociación de Naciones del Sudeste Asiático (ASEAN) han acogido el nombramiento de un Nuncio Apostólico acreditado ante esa organización. No puedo dejar de mencionar que, al menos desde el pasado diciembre, la Santa Sede ha reforzado su larga colaboración con la Organización Internacional para las Migraciones, convirtiéndose en miembro de pleno derecho. Se trata de un testimonio del compromiso de la Santa Sede y de la Iglesia católica, junto a la comunidad internacional, en la búsqueda de soluciones adecuadas a este fenómeno que presenta múltiples aspectos, desde la protección de la dignidad de las personas a la solicitud por el bien común de las comunidades que los reciben y de aquellas de donde provienen. A lo largo del año que acaba de terminar he encontrado personalmente a numerosos Jefes de Estado y de Gobierno, así como a las distinguidas representaciones de vuestras naciones que participaron en la ceremonia de beatificación de mi amado predecesor, el Papa Juan Pablo II. Representaciones de vuestros países han tenido la amabilidad de estar también presentes con ocasión del sesenta aniversario de mi ordenación sacerdotal. A todos ellos, así como a los que he encontrado en mis viajes apostólicos en Croacia, San Marino, España, Alemania y Benín, renuevo mi agradecimiento por la delicadeza que me han manifestado. Además, dirijo un recuerdo especial a los países de América Latina y del Caribe que en el 2011 han celebrado el bicentenario de su independencia. El 12 de diciembre pasado, han querido subrayar su vínculo con la Iglesia católica y con el Sucesor del Príncipe de los Apóstoles participando con distinguidas representaciones de la comunidad eclesial y de autoridades institucionales en la solemne celebración en la Basílica de San Pedro, durante la cual anuncié mi intención de viajar próximamente a México y Cuba. Deseo en fin saludar a Sudán del Sur que, en el pasado mes de julio, se ha constituido como Estado soberano. Me alegro de que este paso se haya dado de modo pacífico. Por desgracia, en los últimos meses se han sucedido tensiones y enfrentamientos, y deseo que todos unan sus esfuerzos para que las poblaciones de Sudán y Sudán del Sur alcancen un período de paz, libertad y desarrollo. Señoras y Señores Embajadores El encuentro de hoy se desarrolla tradicionalmente al final de las fiestas de Navidad, en las que la Iglesia celebra la venida del Salvador. Él viene en la obscuridad de la noche, y por tanto su presencia es fuente inmediata de luz y alegría (cf. *Lc 2,9-10*). Verdaderamente, allí donde no resplandece la luz divina el mundo está en sombras. Realmente, el mundo está en la oscuridad allí donde el hombre no reconoce ya su vínculo con el Creador, poniendo en peligro asimismo su relación con las demás criaturas y con la creación misma. El momento actual está marcado lamentablemente por un profundo malestar y por diversas crisis: económicas, políticas y sociales, que son su expresión dramática. En este sentido, no puedo dejar de mencionar ante todo las graves y preocupantes consecuencias de la crisis económica y financiera mundial. Ésta no solo ha golpeado a las familias y empresas de los países económicamente más avanzados, en los que ha tenido su origen, creando una situación en la que muchos, sobre todo jóvenes, se han sentido desorientados y frustrados en sus aspiraciones de un futuro sereno, sino que ha marcado también profundamente la vida de los países en vías de desarrollo. No nos debemos desanimar sino reemprender con decisión nuestro camino, con nuevas formas de compromiso. La crisis puede y debe ser un acicate para reflexionar sobre la existencia humana y la importancia de su dimensión ética, antes que sobre los mecanismos que gobiernan la vida económica: no solo para intentar encauzar las partes individuales o las economías nacionales, sino para dar nuevas reglas que aseguren a todos la posibilidad de vivir dignamente y desarrollar sus capacidades en bien de toda la comunidad. A continuación deseo recordar

que los efectos de la situación actual de incertidumbre afectan de modo particular a los jóvenes. Su malestar ha sido la causa de los fermentos que en los últimos meses han golpeado, a veces duramente, diversas regiones. Me refiero sobre todo a África del Norte y a Medio Oriente, donde los jóvenes que, al igual que otros, sufren la pobreza y el desempleo y temen la falta de expectativas seguras, han puesto en marcha lo que se ha convertido en un vasto movimiento de reivindicación de reformas y de participación más activa en la vida política y social. En este momento es difícil trazar un balance definitivo de los sucesos recientes y cuáles serán sus consecuencias para el equilibrio de la región. A pesar del optimismo inicial, se abre paso el reconocimiento de las dificultades de este momento de transición y cambio, y me parece evidente que el modo adecuado de continuar el camino emprendido pasa por el reconocimiento de la dignidad inalienable de toda persona humana y de sus derechos fundamentales. El respeto de la persona debe estar en el centro de las instituciones y las leyes, debe contribuir a acabar con la violencia y prevenir el riesgo de que la debida atención a las demandas de los ciudadanos y la necesaria solidaridad social se transformen en meros instrumentos para conservar o conquistar el poder. Invito a la comunidad internacional a dialogar con los actores de los procesos en marcha, en el respeto de los pueblos y siendo conscientes de que la construcción de sociedades estables y reconciliadas, que se oponen a toda discriminación injusta, en particular de orden religioso, constituye un horizonte que es más amplio y va más allá de las simples elecciones. Siento una gran preocupación por la población de los países que sufren todavía tensiones y violencias, en particular Siria, en la que espero se ponga rápidamente fin al derramamiento de sangre y se inicie un diálogo fructífero entre los actores políticos, favorecido por la presencia de observadores independientes. En Tierra Santa, donde las tensiones entre palestinos e israelitas repercuten en el equilibrio de todo el Medio Oriente, es necesario que los responsables de estos dos pueblos adopten decisiones valerosas y clarividentes en favor de la paz. He sabido con agrado que, gracias a una iniciativa del reino de Jordania, el diálogo se ha retomado. Espero que continúe hasta que se llegue a una paz duradera, que garantice el derecho de los dos pueblos a vivir con seguridad y en Estados soberanos, dentro de unas fronteras definidas y reconocidas internacionalmente. La comunidad internacional, por su parte, debe estimular su propia creatividad y las iniciativas de promoción de estos procesos de paz, respetando los derechos de cada parte. Sigo también con gran atención la marcha de los acontecimientos en Irak, deplorando los atentados que han causado recientemente la pérdida de numerosas vidas humanas, y animo a sus autoridades a proseguir con firmeza por el camino de una plena reconciliación nacional. El beato Juan Pablo II recordaba que «el camino de la paz es a la vez el camino de los jóvenes»,¹ que ellos son «la juventud de las naciones y de la sociedad, la juventud de cada familia y de toda la humanidad».² Los jóvenes, pues, nos llevan a considerar con seriedad sus requerimientos de verdad, justicia y paz. Por esta razón les he dedicado el Mensaje anual para la celebración de la Jornada Mundial de la Paz, titulado *Educación a los jóvenes en la justicia y la paz*. La educación es un tema crucial para todas las generaciones, ya que de ella depende tanto el sano desarrollo de cada persona como el futuro de toda la sociedad. Por esta razón, representa una tarea de primer orden en estos tiempos difíciles y delicados. Además de un objetivo claro, que es el que los jóvenes conozcan plenamente la realidad y por tanto la verdad, la educación necesita de *lugares*. El primero es la *familia*, fundada sobre el matrimonio entre un hombre y una mujer. No se trata de una simple convención social, sino más bien de la célula fundamental de toda la sociedad. Consecuentemente, las políticas que suponen un ataque a la familia amenazan la dignidad humana y el porvenir mismo de la humanidad. El marco familiar es fundamental en el itinerario educativo y para el desarrollo de los individuos y los estados; por tanto, se necesitan políticas que valoricen y favorezcan la cohesión social y el diálogo. En la familia la persona se abre al mundo y a la vida y, como tuve ocasión de recordar en mi viaje a Croacia, «la apertura a la vida es signo de apertura al futuro».³ En este contexto de apertura a la vida, he recibido con satisfacción la reciente sentencia del Tribunal de Justicia de la Unión Europea, que prohíbe patentar los procedimientos que utilicen células madre embrionarias humanas, así como la resolución de la Asamblea parlamentaria del Consejo de Europa, que condena la selección prenatal del sexo. De forma más genérica, y mirando sobre todo al mundo occidental, estoy convencido de que las medidas legislativas que tantas veces no solo permiten sino que favorecen el aborto, ya sea por motivos de conveniencia o por razones médicas discutibles, se oponen a la educación de los jóvenes y por tanto al futuro de la humanidad. Continuando con nuestra reflexión, un papel igualmente esencial para el desarrollo de la persona corresponde a las *instituciones educativas*. Ellas son las primeras instancias que colaboran con la familia, y para desempeñar adecuadamente esta tarea propia sus objetivos han de coincidir con los de la realidad familiar. Es necesario realizar políticas de formación que hagan accesible a todos la educación escolar y que, además de promover el desarrollo cognitivo de la persona, se haga cargo del crecimiento armonioso de la personalidad, incluyendo su apertura al Transcendente. La Iglesia católica se ha mostrado siempre particularmente activa en el área de las instituciones escolares y académicas, cumpliendo una apreciable labor al lado de las instituciones estatales. Deseo por tanto que esta contribución sea reconocida y valorada también por las legislaciones nacionales. A este respecto, se comprende que una labor educativa

eficaz requiera igualmente el respeto de la *libertad religiosa*. Ésta se caracteriza por una dimensión individual, así como por una dimensión colectiva y una dimensión institucional. Se trata del primer derecho del hombre, porque expresa la realidad más fundamental de la persona. Este derecho, con demasiada frecuencia y por distintos motivos, se sigue limitando y violando. Al tratar este tema no puedo dejar de honrar la memoria del ministro paquistaní Shahbaz Bhatti, cuyo combate infatigable por los derechos de las minorías culminó con su trágica muerte. Desgraciadamente no se trata de un caso aislado. En muchos países, los cristianos son privados de sus derechos fundamentales y marginados de la vida pública; en otros, sufren ataques violentos contra sus iglesias y sus casas. A veces son obligados a abandonar los países que han contribuido a edificar, a causa de continuas tensiones y de políticas que frecuentemente los relegan a meros espectadores secundarios de la vida nacional. En otras partes del mundo, se constatan políticas orientadas a marginar el papel de la religión en la vida social, como si fuera causa de intolerancia, en lugar de contribuir de modo apreciable a la educación en el respeto de la dignidad humana, la justicia y la paz. Asimismo, el terrorismo con motivaciones religiosas se ha cobrado el pasado año numerosas víctimas, sobre todo en Asia y África, y por esto, como recordé en Asís, los responsables religiosos deben repetir con fuerza y firmeza que «esta no es la verdadera naturaleza de la religión. Es más bien su deformación y contribuye a su destrucción».⁴ La religión no puede ser utilizada como pretexto para eludir las reglas de la justicia y del derecho en favor del «bien» que ella misma persigue. A este respecto, me satisface recordar, como hice en mi País natal, que la visión cristiana del hombre ha sido una verdadera fuerza inspiradora para los Padres constitucionales de Alemania, como lo fue también para los Padres fundadores de la Europa unida. Quisiera mencionar también algunos signos alentadores en el ámbito de la libertad religiosa. Me refiero a la modificación legislativa gracias a la cual la personalidad jurídica pública de las minorías religiosas ha sido reconocida en Georgia; pienso también en la sentencia de la Corte Europea de los Derechos Humanos a favor de la presencia del crucifijo en las aulas de las escuelas italianas. Y justamente deseo recordar de modo particular a Italia, en la conclusión del 150 aniversario de su unificación política. Las relaciones entre la Santa Sede y el Estado italiano han atravesado momentos difíciles después de la unificación. Con el transcurso del tiempo, sin embargo, ha prevalecido la concordia y la voluntad recíproca de cooperar, cada uno en su propio ámbito, para favorecer el bien común. Espero que Italia siga apostando por una relación equilibrada entre la Iglesia y el Estado, constituyendo así un ejemplo que las otras naciones puedan mirar con respeto e interés. En el continente africano, que he visitado de nuevo en mi reciente viaje a Benín, es esencial que la colaboración entre las comunidades cristianas y los gobiernos permita abrir un camino de justicia, paz y reconciliación, donde los miembros de todas las etnias y religiones sean respetados. Es doloroso constatar que, en distintos países del continente, este objetivo está todavía muy lejano. Me refiero de modo particular al aumento de la violencia en Nigeria, como nos lo han recordado los atentados cometidos contra algunas iglesias en el tiempo de Navidad, a las secuelas de la guerra civil en Costa de Marfil, a la persistente inestabilidad de la Región de los Grandes Lagos y a la urgencia humanitaria en los países del Cuerno del África. Pido una vez más a la Comunidad internacional su ayuda solícita para encontrar una solución a la crisis que después de tantos años perdura en Somalia. Por último, quiero hacer hincapié en que una educación correctamente entendida debe favorecer el *respeto a la creación*. No se pueden olvidar las graves calamidades naturales que, a lo largo del 2011, han afectado a distintas regiones del Sudeste asiático y los desastres ecológicos como el de la central nuclear de Fukushima en Japón. La salvaguarda del medio ambiente, la sinergia entre la lucha contra la pobreza y el cambio climático constituyen ámbitos importantes para la promoción del desarrollo humano integral. Por consiguiente, deseo que después de la 17ª sesión de la Conferencia de las Partes en la Convención Marco de las Naciones Unidas sobre el Cambio Climático, que se ha concluido recientemente en Durban, la Comunidad internacional, como una auténtica «familia de naciones» y, por tanto, con un gran sentido de solidaridad y responsabilidad hacia las generaciones presentes y futuras, se prepare para la Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Desarrollo Sostenible («Río + 20»). Excelencias, Señoras y Señores El nacimiento del Príncipe de la paz nos enseña que la vida no termina en la nada, que su destino no es la corrupción, sino la inmortalidad. Cristo ha venido para que los hombres tengan vida y vida abundante (cf. *Jn*, 10, 10). «Sólo cuando el futuro es cierto como realidad positiva, se hace llevadero también el presente».⁵ Animada por la certeza de la fe, la Santa Sede sigue ofreciendo su aportación a la Comunidad internacional, según la doble intención que el Concilio Vaticano II –del que este año se celebra el 50 aniversario– ha definido claramente: proclamar la altísima vocación del hombre y la divina semilla que en él está presente, y ofrecer al género humano una sincera colaboración para lograr la fraternidad universal que responda a esa vocación.⁶ En este espíritu, os renuevo a todos, a los miembros de vuestras familias y a vuestros colaboradores mis felicitaciones más cordiales por el nuevo año. Gracias por vuestra atención.

1 JUAN PABLO II, Carta ap. "*Dilecti Amici*", 31 marzo 1985, n. 15.2 *Ibidem*, n.

1.3 *Homilía en la santa Misa con ocasión de la Jornada nacional de las familias católicas croatas*, Zagreb, 5 junio 2011.4 *Intervención para la Jornada de reflexión, diálogo y oración por la paz y la justicia en el mundo*,

Asís, 27 octubre 2011.5 *Spe salvi*, n. 2.6 Cf. *Gaudium et spes*, n. 3.[00032-04.01] [Texto original: Francés]●

TRADUZIONE IN LINGUA TEDESCAExzellenzen!

Sehr geehrte Damen und Herren! Es ist mir immer eine besondere Freude Sie, verehrte Mitglieder des beim Heiligen Stuhl akkreditierten Diplomatischen Korps, in diesem prachtvollen Rahmen der *Sala Regia* empfangen zu können, um Ihnen persönlich meine herzlichen Wünsche zum Beginn des neuen Jahres auszusprechen. Ich danke zunächst Ihrem Doyen, Botschafter Alejandro Valladares Lanza, wie auch dem Vize-Doyen, Botschafter Jean-Claude Michel, für die ehrerbietigen Worte, mit denen sie Ihren Empfindungen Ausdruck verliehen haben, und ganz besonders grüße ich all diejenigen, die zum ersten Mal an unserer Begegnung teilnehmen. Durch Sie gehen meine Wünsche auch an alle Nationen, die Sie vertreten und mit denen der Heilige Stuhl diplomatische Beziehungen unterhält. Es ist uns eine Freude, daß Malaysia sich im vergangenen Jahr dieser Gemeinschaft angeschlossen hat. Der Dialog, den Sie mit dem Heiligen Stuhl führen, fördert den Informations- und Gedankenaustausch ebenso wie die Zusammenarbeit in den Bereichen bilateraler oder multilateraler Natur, die von besonderem Interesse sind. Ihre Anwesenheit heute erinnert an den wichtigen Beitrag, den die Kirche in Ihren jeweiligen Gesellschaften auf dem Gebiet von Bildung und Erziehung, im Gesundheitswesen und bei der Sozialhilfe leistet. Zeichen der Zusammenarbeit zwischen der katholischen Kirche und den Staaten sind die Abkommen, die 2011 mit Aserbaidschan, Montenegro und Mosambik geschlossen worden sind. Ersteres wurde bereits ratifiziert; ich hoffe, daß das gleiche auch bei den beiden anderen rasch der Fall sein wird und daß man zum Abschluß der Abkommen gelangen kann, über die derzeit verhandelt wird. Ebenso möchte der Heilige Stuhl einen fruchtbaren Dialog mit den internationalen und regionalen Organisationen führen, und in dieser Hinsicht kann ich mit Genugtuung feststellen, daß die Mitgliedsländer des Verbandes Südostasiatischer Staaten (ASEAN) die Ernennung eines Apostolischen Nuntius angenommen haben, der bei dieser Organisation akkreditiert ist. Ich darf nicht unerwähnt lassen, daß der Heilige Stuhl im vergangenen Dezember seine lange Zusammenarbeit mit der Internationalen Organisation für Migration verstärkt hat, indem er deren Vollmitglied geworden ist. Dabei handelt es sich um ein Zeugnis für das Engagement des Heiligen Stuhls und der katholischen Kirche an der Seite der internationalen Gemeinschaft bei der Suche nach geeigneten Lösungen für dieses Phänomen, das zahlreiche Aspekte umfaßt: vom Schutz der Menschenwürde bis hin zur Sorge um das Gemeinwohl der Gemeinschaften, die Migranten aufnehmen oder aus denen sie kommen. Im Lauf des eben zu Ende gegangenen Jahres konnte ich zahlreichen Staats- und Regierungschefs persönlich begegnen wie auch bedeutenden Vertretern Ihrer Nationen, die an der Seligsprechungsfeier meines verehrten Vorgängers Johannes Paul II. teilgenommen haben. Vertreter Ihrer Länder waren freundlicherweise auch beim sechzigsten Jahrestag meiner Priesterweihe zugegen. Ihnen allen, wie auch jenen, denen ich auf meinen Apostolischen Reisen nach Kroatien, San Marino, Spanien, Deutschland und Benin begegnet bin, bringe ich erneut meine Dankbarkeit für ihre Aufmerksamkeit zum Ausdruck, die sie mir erwiesen haben. Ferner denke ich besonders an die Länder Lateinamerikas und der Karibik, die 2011 den 200. Jahrestag ihrer Unabhängigkeit begangen haben. Am vergangenen 12. Dezember haben sie ihre Verbundenheit mit der katholischen Kirche und mit dem Nachfolger des Apostelfürsten durch die Teilnahme wichtiger Vertreter von kirchlicher Seite wie auch von staatlichen Institutionen am Festgottesdienst in der Petersbasilika unterstrichen. In Verlauf dessen habe ich meine Absicht kundgetan, in Kürze nach Mexiko und Kuba zu reisen. Schließlich möchte ich den Südsudan grüßen, der sich im vergangenen Juli als souveräner Staat konstituiert hat. Ich bin froh, daß dieser Schritt friedlich vollzogen wurde. Leider ist es in den letzten Monaten immer wieder zu Spannungen und Auseinandersetzungen gekommen, und ich hoffe, daß alle ihre Anstrengungen vereinen, damit für die Bevölkerung des Sudans und des Südsudans endlich eine Zeit des Friedens, der Freiheit und des Fortschritts beginnt. Meine Damen und Herren Botschafter, die heutige Begegnung findet traditionell im Anschluß an die weihnachtlichen Festtage statt, in dem die Kirche das Kommen des Erlösers feiert. Er kommt in das Dunkel der Nacht, und doch ist seine Gegenwart unmittelbar Quelle des Lichtes und der Freude (vgl. *Lk 2,9-10*). Die Welt ist wahrlich finster, wo sie nicht vom göttlichen Licht erleuchtet wird! Die Welt ist wahrlich dunkel dort, wo der Mensch das Band zu seinem Schöpfer nicht mehr erkennt und somit auch seine Beziehungen zu den anderen Geschöpfen und zur Schöpfung selbst in Gefahr bringt. Die gegenwärtige Zeit ist leider von einem tiefen Unbehagen gekennzeichnet, und die verschiedenen wirtschaftlichen, politischen und sozialen Krisen sind dessen dramatischer Ausdruck. In diesem Zusammenhang kann ich nicht umhin, vor allem die schwerwiegenden und besorgniserregenden Entwicklungen der weltweiten Wirtschafts- und Finanzkrise zu erwähnen. Diese hat nicht nur die Familien und die Unternehmen in den Wirtschaftsnationen getroffen, wo sie ihren Ursprung hatte und eine Situation geschaffen hat, in der viele – besonders unter den Jugendlichen – sich in ihrem Streben nach einer ungetrübten Zukunft orientierungslos und enttäuscht gefühlt haben, sondern sie hat sich auch auf das Leben in den Entwicklungsländern stark ausgewirkt. Wir dürfen uns nicht entmutigen lassen, sondern müssen mit neuen Formen des Engagements entschieden unseren Weg einschlagen. Die Krise kann und muß ein Ansporn sein, um über die menschliche Existenz und die Bedeutung ihrer ethischen Dimension nachzudenken, noch bevor man dies in bezug auf die

Mechanismen tut, die das Wirtschaftsleben steuern: nicht nur um zu versuchen, die individuellen Verluste oder die der nationalen Wirtschaften einzudämmen, sondern um neue Regeln für uns aufzustellen, die allen die Möglichkeit garantieren, ein Leben in Würde zu führen und ihre Fähigkeiten zum Wohl der ganzen Gemeinschaft zur Entfaltung zu bringen. Ich möchte nochmals darauf zurückkommen, daß die Auswirkungen der derzeitigen unsicheren Lage vor allem die jungen Menschen treffen. Ihrer Notlage entsprangen die Unruhen, die in den letzten Monaten verschiedene Regionen teilweise hart getroffen haben. Ich beziehe mich vor allem auf Nordafrika und den Nahen Osten, wo die Jugendlichen, die unter anderem unter Armut und Arbeitslosigkeit leiden und das Fehlen von sicheren Perspektiven fürchten, etwas in Gang gebracht haben, was zu einer breiten Bewegung geworden ist, die Reformen fordert sowie eine aktivere Teilhabe am politischen und gesellschaftlichen Leben. Gegenwärtig ist es schwierig, eine endgültige Bilanz der jüngsten Ereignisse zu ziehen und deren Folgen für das Gleichgewicht in der Region ganz zu verstehen. Der anfängliche Optimismus ist jedoch der Erkenntnis der Schwierigkeiten dieser Zeit des Übergangs und des Wandels gewichen, und es scheint mir offensichtlich zu sein, daß die angemessene Weise, den begonnenen Weg fortzusetzen, über die Anerkennung der unveräußerlichen Würde jeder menschlichen Person und ihrer Grundrechte führt. Die Achtung der menschlichen Person muß im Mittelpunkt der Institutionen und Gesetze stehen, sie muß zur Beendigung jeglicher Gewalt führen und der Gefahr vorbeugen, daß sich die den Forderungen der Bürger geschuldete Aufmerksamkeit und die notwendige gesellschaftliche Solidarität in bloße Instrumente des Machterhalts oder der Machtergreifung verwandeln. Ich lade die internationale Gemeinschaft ein, mit den Beteiligten des derzeitigen Prozesses einen Dialog zu führen – unter Respekt vor den Völkern und im Bewußtsein, daß der Aufbau von stabilen und versöhnten Gesellschaften, die sich jeder ungerechten Diskriminierung vor allem religiöser Natur entgegenstellen, eine größere und weiterreichende Perspektive darstellt als der Blick auf Wahltermine. Ich empfinde große Sorge um die Bevölkerungen jener Länder, in denen die Spannungen und die Gewalt andauern, insbesondere in Syrien, für das ich auf ein schnelles Ende des Blutvergießens hoffe und auf den Beginn eines fruchtbaren Dialogs zwischen den politisch Beteiligten, der von der Präsenz unabhängiger Beobachter unterstützt wird. Im Heiligen Land, wo die Spannungen zwischen Palästinensern und Israelis Auswirkungen auf das Gleichgewicht im ganzen Nahen Osten haben, müssen die Verantwortlichen beider Völker mutige und weitsichtige Entscheidungen zugunsten des Friedens treffen. Ich habe mit Freude vernommen, daß infolge einer Initiative des Königreichs Jordanien der Dialog wieder aufgenommen wurde. Ich hoffe darauf, daß er fortgesetzt wird, damit man zu einem dauerhaften Frieden gelangt, der das Recht beider Völker garantiert, in souveränen Staaten und innerhalb von sicheren und unter Achtung der Rechte aller Beteiligten international anerkannten Grenzen in Sicherheit zu leben. Die internationale Gemeinschaft muß ihrerseits ihre eigene Gestaltungskraft und Initiativen zur Unterstützung dieses Friedensprozesses intensivieren. Mit großer Aufmerksamkeit verfolge ich auch die Entwicklungen im Irak und bedauere die Anschläge, die erst kürzlich zahlreiche Menschenleben gefordert haben. Ich ermutige seine Verantwortungsträger, mit Entschiedenheit den Weg der vollen nationalen Aussöhnung fortzusetzen. Der selige Johannes Paul II. erinnerte daran, daß der „Weg des Friedens zugleich der Weg der Jugend ist“¹, denn die jungen Menschen sind „die Jugend der Völker und Gesellschaften, die Jugend der Familien und der ganzen Menschheit“². Die Jugendlichen spornen uns also dazu an, ihre Forderungen nach Wahrheit, Gerechtigkeit und Frieden ernsthaft in Erwägung zu ziehen. Daher habe ich ihnen die jährliche Botschaft zur Feier des Weltfriedenstages gewidmet, die den Titel trägt: *Die jungen Menschen zur Gerechtigkeit und zum Frieden erziehen*. Die Erziehung ist ein Schlüsselthema für alle Generationen, denn von ihr hängt sowohl die gesunde Entwicklung jeder Person ab als auch die Zukunft der ganzen Gesellschaft. Deshalb stellt sie in einer schwierigen und heiklen Zeit eine Aufgabe von höchster Wichtigkeit dar. Außer einem klaren Ziel wie dem, die Jugendlichen zu einer vollen Kenntnis der Realität und damit der Wahrheit zu führen, braucht die Erziehung auch *Räume*. Unter diesen steht die auf die Ehe zwischen einem Mann und einer Frau gegründete *Familie* an erster Stelle. Es handelt sich dabei nicht um eine bloße gesellschaftliche Konvention, sondern um die Grundzelle der ganzen Gesellschaft. Folglich bedroht eine Politik, welche die Familie gefährdet, die Würde des Menschen und die Zukunft der Menschheit selbst. Der familiäre Rahmen ist grundlegend auf dem Erziehungsweg und für die Entwicklung der Individuen und der Staaten; demnach ist eine Politik notwendig, die den Wert der Familie betont und den gesellschaftlichen Zusammenhalt und den Dialog unterstützt. Die Familie ist der Ort, an dem man sich der Welt und dem Leben öffnet, und, wie ich anlässlich meiner Reise nach Kroatien gesagt habe, „das Offensein für das Leben ist ein Zeichen für das Offensein gegenüber der Zukunft“³. In diesem Zusammenhang des Offenseins für das Leben nehme ich mit Genugtuung das kürzlich erfolgte Urteil des Gerichtshofes der Europäischen Union zur Kenntnis, das die Patentierung von Verfahren verbietet, bei denen menschliche embryonale Stammzellen verwendet werden, wie auch den Beschluß der Parlamentarischen Versammlung des Europarats, der die pränatale Selektion aufgrund des Geschlechts verurteilt. Generell bin ich, vor allem mit Blick auf die westliche Welt, davon überzeugt, daß Gesetzesmaßnahmen, welche die Abtreibung aus persönlichen Motiven der Nützlichkeit oder aus zweifelhaften medizinischen Gründen nicht nur erlauben,

sondern zuweilen sogar fördern, der Erziehung der Jugendlichen und damit der Zukunft der Menschheit entgegenstehen. Wenn wir unsere Überlegungen fortsetzen, sehen wir, daß eine ebenso wesentliche Rolle für die Entwicklung der Person den *Erziehungs- und Bildungseinrichtungen* zukommt: Sie sind die ersten Instanzen, die mit der Familie zusammenarbeiten, und haben Mühe, ihre Aufgabe zu erfüllen, wenn hinsichtlich der Ziele eine Übereinstimmung mit der Wirklichkeit der Familie fehlt. Es ist notwendig, eine Bildungspolitik umzusetzen, daß die Schulbildung allen offensteht und über die Förderung der kognitiven Entwicklung der Person hinaus für ein harmonisches Heranreifen der Persönlichkeit Sorge trägt, einschließlich ihrer Offenheit für die Transzendenz. Die katholische Kirche war im Bereich der schulischen und akademischen Einrichtungen immer besonders tätig und leistete so an der Seite der staatlichen Institutionen eine Arbeit, die sehr geschätzt wurde. Ich hoffe daher, daß dieser Beitrag auch in den nationalen Gesetzgebungen Anerkennung und Förderung erfährt. Aus dieser Sicht ist sehr gut verständlich, daß eine wirksame Erziehungsarbeit ebenso die Achtung der *Religionsfreiheit* erfordert. Diese kennzeichnet eine individuelle wie auch eine gemeinschaftliche und institutionelle Dimension. Es handelt sich um das erste Menschenrecht, weil sie Ausdruck der grundlegendsten Wirklichkeit des Menschen ist. Allzuhäufig wird dieses Recht aus verschiedenen Gründen weiterhin eingeschränkt oder verhöhnt. Ich kann dieses Thema nicht ansprechen, ohne zunächst des pakistanischen Ministers Shahbaz Bhatti zu gedenken, dessen unermüdlicher Kampf für die Rechte der Minderheiten durch seinen tragischen Tod ein Ende gefunden hat. Es handelt sich hier leider nicht um einen Einzelfall. In zahlreichen Ländern werden die Christen ihrer Grundrechte beraubt und aus dem öffentlichen Leben ausgegrenzt; in anderen Ländern erleiden sie gewaltsame Angriffe auf ihre Kirchen und Wohnungen. Manchmal sind sie aufgrund der anhaltenden Spannungen und einer Politik, die sie häufig in die Rolle von untergeordneten Zuschauern des nationalen Lebens verbannt, gezwungen, die Länder zu verlassen, zu deren Aufbau sie beigetragen haben. In anderen Teilen der Welt ist eine Politik anzutreffen, die darauf abzielt, die Rolle der Religion im gesellschaftlichen Leben an den Rand zu drängen, als wäre sie Ursache der Intoleranz und nicht vielmehr ein schätzenswerter Beitrag für die Erziehung zur Achtung der Menschenwürde, zur Gerechtigkeit und zum Frieden. Der religiös motivierte Terrorismus hat auch im vergangenen Jahr zahlreiche Opfer hinweggerafft, vor allem in Asien und Afrika, und daher müssen die religiösen Verantwortungsträger, wie ich in Assisi in Erinnerung gerufen habe, mit Nachdruck und Entschiedenheit wiederholen: „Dies ist nicht das wahre Wesen der Religion. Es ist ihre Entstellung und trägt zu ihrer Zerstörung bei.“⁴ Religion darf nicht als Vorwand benutzt werden, um die Normen der Gerechtigkeit und des Rechts um des angestrebten „Gutes“ willen beiseite zu schieben. In dieser Hinsicht erinnere ich mit Stolz daran, wie ich es in meinem Heimatland getan habe, daß für die Väter des deutschen Grundgesetzes das christliche Menschenbild die wahre Inspirationsquelle war, wie es das im übrigen auch für die Gründerväter des geeinten Europas war. Ich möchte auch einige ermutigende Zeichen im Bereich der Religionsfreiheit erwähnen. Ich beziehe mich auf die Gesetzesänderung, durch welche die öffentliche Rechtspersönlichkeit der religiösen Minderheiten in Georgien anerkannt wurde; ich denke auch an das Urteil des Europäischen Gerichtshofs für Menschenrechte zugunsten der Anbringung von Kreuzen in italienischen Schulzimmern. Und gerade zu Italien möchte ich zum Abschluß des 150jährigen Jubiläums seiner politischen Einigung einen besonderen Gedanken sagen. Die Beziehungen zwischen dem Heiligen Stuhl und dem italienischen Staat haben nach der Einigung schwierige Augenblicke erlebt. Im Lauf der Zeit jedoch haben die Eintracht und der gegenseitige Wille zur Zusammenarbeit obsiegt, um – jeder in seinem eigenen Bereich – das Gemeinwohl zu fördern. Ich hoffe darauf, daß Italien weiterhin eine ausgewogene Beziehung zwischen Kirche und Staat fördert und so ein Vorbild sein möge, auf das sich andere Nationen mit Respekt und Interesse beziehen können. Es ist von grundlegender Wichtigkeit, daß auf dem afrikanischen Kontinent, den ich kürzlich anlässlich meiner Reise nach Benin erneut besucht habe, die Zusammenarbeit zwischen den christlichen Gemeinschaften und den Regierungen dazu beiträgt, einen Weg der Gerechtigkeit, des Friedens und der Versöhnung zu beschreiten, wo die Mitglieder aller Ethnien und Religionen geachtet werden. Es ist schmerzlich festzustellen, daß in verschiedenen Ländern dieses Kontinents dieses Ziel noch in weiter Ferne liegt. Ich denke insbesondere an das Wiederausbrechen der Gewalt in Nigeria, woran die Anschläge auf mehrere Kirchen in der Weihnachtszeit selbst erinnert haben, an die Folgen des Bürgerkrieges in der Elfenbeinküste, an die anhaltende Instabilität in der Region der großen Seen und an die humanitäre Notlage in den Ländern am Horn von Afrika. Einmal mehr fordere ich die internationale Gemeinschaft dazu auf, rasch zu helfen, eine Lösung für die Krise zu finden, die seit Jahren schon in Somalia andauert. Schließlich liegt es mir am Herzen zu unterstreichen, daß eine richtig verstandene Erziehung die *Achtung der Schöpfung* nur unterstützen kann. Unmöglich kann man die schweren Naturkatastrophen, die 2011 verschiedene Regionen Südasiens getroffen haben, und die ökologischen Katastrophen wie die des Atomkraftwerks von Fukushima in Japan vergessen. Die Bewahrung der Umwelt, die Synergie zwischen dem Kampf gegen die Armut und dem Kampf gegen den Klimawandel stellen wichtige Bereiche für die Förderung der ganzheitlichen Entwicklung des Menschen dar. Deshalb hoffe ich darauf, daß die internationale Gemeinschaft – im Anschluß an die XVII. Sitzung der Vertragsstaatenkonferenz

der UN-Klimarahmenkonvention, die vor kurzem in Durban zu Ende gegangen ist – sich als echte „Familie der Nationen“ und daher mit einem hohen Sinn für Solidarität und Verantwortungsgefühl gegenüber den gegenwärtigen und zukünftigen Generationen auf die UN-Konferenz über die nachhaltige Entwicklung („Rio+20“) vorbereitet. Exzellenzen, sehr geehrte Damen und Herren! Die Geburt des Friedensfürsten lehrt uns, daß das Leben nicht im Nichts endet, daß seine Bestimmung nicht die Verweslichkeit ist, sondern die Unsterblichkeit. Christus ist gekommen, damit die Menschen das Leben haben und es in Fülle haben (vgl. *Joh* 10, 10). „Erst wenn Zukunft als positive Realität gewiß ist, wird auch die Gegenwart lebbar.“⁵ Beseelt von der Gewißheit des Glaubens wird der Heilige Stuhl weiterhin seinen Beitrag für die internationale Gemeinschaft leisten, gemäß der zweifachen Absicht, die das Zweite Vatikanische Konzil – dessen 50. Jahrestag in dieses Jahr fällt – klar beschrieben hat: die hohe Berufung des Menschen und das Vorhandensein eines göttlichen Samens in ihm zu verkünden sowie der Menschheit die aufrichtige Mitarbeit zur Errichtung jener brüderlichen Gemeinschaft aller anzubieten, die dieser Berufung entspricht.⁶ In diesem Sinn bringe ich Ihnen, Ihren Familienangehörigen und Ihren Mitarbeitern erneut meine herzlichsten Wünsche für das neue Jahr zum Ausdruck. Vielen Dank für Ihre Aufmerksamkeit.

_____1 JOHANNES PAUL II.,
Apostolisches Schreiben *Dilecti amici*, 31. März 1985, 15.2 *Ebd.*, 1.3 *Predigt in der heiligen Messe anlässlich des Nationalen Familientags der kroatischen Katholiken*, Zagreb, 5. Juni 2011.4 *Ansprache zum Tag der Reflexion, des Dialogs und des Gebets für Frieden und Gerechtigkeit in der Welt*, Assisi, 27. Oktober 2011.5 Enzyklika *Spe salvi*, 2.6 Vgl. *Gaudium et spes*, 3.[00032-05.01] [Originalsprache: Französisch] • **TRADUZIONE IN LINGUA PORTOGHESE**

Senhoras e Senhores Embaixadores, É sempre para mim um grande prazer poder receber-vos, ilustres Membros do Corpo Diplomático acreditados junto da Santa Sé, neste esplêndido cenário da Sala Régia, a fim de vos formular os meus ardentes votos para o ano que inicia. Desejo, em primeiro lugar, agradecer ao vosso Decano, o Embaixador Alejandro Valladares Lanza, bem como ao Vice-Decano, o Embaixador Jean-Claude Michel, pelas palavras deferentes com que se fizeram intérpretes dos vossos sentimentos e dirijo uma saudação especial a todos os que participam pela primeira vez no nosso encontro. E os meus votos estendem-se, por vosso intermédio, a todas as nações de que sois representantes e com as quais a Santa Sé mantém relações diplomáticas. Motivo de alegria para nós é o facto de a Malásia se ter juntado a esta comunidade no decurso do último ano. O diálogo que mantendes com a Santa Sé favorece a partilha de impressões e informações, bem como a colaboração em âmbitos de carácter bilateral ou multilateral de particular interesse. A vossa presença aqui hoje recorda a importante contribuição dada pela Igreja às vossas sociedades em sectores como a educação, a saúde e a assistência. Sinais da cooperação entre a Igreja Católica e os Estados são os Acordos que foram assinados, em 2011, com o Azerbaijão, Montenegro e Moçambique. O primeiro já foi ratificado; espero que em breve ocorra o mesmo com os outros dois, e cheguem a bom termo aqueles que estão em fase de negociação. De igual modo, a Santa Sé deseja estabelecer um diálogo profícuo com as Organizações internacionais e regionais; e, nesta linha, apraz-me sublinhar o facto de os países membros da Associação de Nações do Sudeste Asiático (ASEAN) terem acolhido a nomeação dum Núncio Apostólico acreditado junto da organização. Não posso deixar de mencionar que a Santa Sé reforçou a sua longa colaboração com a Organização Internacional para as Migrações ao tornar-se membro pleno da mesma, no passado mês de Dezembro. Isto dá testemunho do empenhamento da Santa Sé e da Igreja Católica ao lado da comunidade internacional na busca de soluções adequadas para este fenómeno que se reveste de muitos aspectos, desde a protecção da dignidade das pessoas até à solicitude pelo bem comum das comunidades que os recebem e daquelas donde provêm. Durante o ano findo, encontrei-me pessoalmente com numerosos Chefes de Estado e de Governo e também com destacados representantes das vossas nações que participaram na cerimónia da Beatificação do meu bem-amado Predecessor, o Papa João Paulo II. Também por ocasião do sexagésimo aniversário da minha Ordenação Sacerdotal houve diversos representantes dos vossos países que tiveram a amabilidade de estar presentes. A todos eles e a quantos encontrei nas minhas viagens apostólicas à Croácia, San Marino, Espanha, Alemanha e Benim, renovo a minha gratidão pela delicadeza manifestada. Além disso, dirijo uma saudação especial aos países da América Latina e das Caraíbas que festejaram, em 2011, o bicentenário da sua independência. No passado dia 12 de Dezembro, quiseram sublinhar a sua ligação à Igreja Católica e ao Sucessor do Príncipe dos Apóstolos com a participação de eminentes representantes da comunidade eclesial e de autoridades institucionais na solene celebração que teve lugar na Basílica de São Pedro, durante a qual dei a conhecer a minha intenção de visitar proximamente o México e Cuba. Desejo, por fim, saudar o Sudão do Sul que, no passado mês de Julho, se constituiu como um Estado soberano. Lamentando as tensões e confrontos que se foram sucedendo nestes últimos meses, espero que todos unam os seus esforços para que se abra finalmente um período de paz, liberdade e progresso para as populações do Sudão e do Sudão do Sul. Senhoras e Senhores Embaixadores, O encontro de hoje desenrola-se tradicionalmente no termo das festas do Natal, quando a Igreja celebra a vinda do Salvador. Ele vem na obscuridade da noite, e no entanto a sua presença torna-se imediatamente fonte de luz e alegria (cf. *Lc*

2, 9-10). Verdadeiramente torna-se sombrio o mundo, quando não é iluminado pela luz divina! Verdadeiramente fica na escuridão o mundo, quando o homem deixa de reconhecer a sua ligação com o Criador, pondo assim em perigo também as suas relações com as outras criaturas e com a própria criação. Infelizmente, o momento actual está marcado por um profundo mal-estar, sendo uma expressão dramática disto mesmo as diversas crises económicas, políticas e sociais. A este respeito, não posso deixar de mencionar, antes de mais nada, as graves e preocupantes consequências da crise económica e financeira mundial. Esta não atinge só as famílias e as empresas dos países economicamente mais avançados, onde a mesma teve origem, criando uma situação na qual muitos, sobretudo entre os jovens, se sentiram desorientados e frustrados nas suas aspirações por um futuro sereno, mas tal crise marcou profundamente também a vida dos países em vias de desenvolvimento. Não devemos desanimar, mas redesenhar decididamente o nosso caminho com novas formas de compromisso. A crise pode e deve ser um incentivo para meditar sobre a existência humana e a importância da sua dimensão ética, antes mesmo de reflectir sobre os mecanismos que governam a vida económica: não só para procurar conter as perdas individuais ou das economias nacionais, mas para nos impormos novas regras que assegurem a todos a possibilidade de viver dignamente e desenvolver as suas capacidades em benefício da comunidade inteira. Desejo ainda lembrar que os efeitos do actual momento de incerteza afectam particularmente os jovens. Do seu mal-estar nasceram os fermentos que nos últimos meses investiram, por vezes duramente, várias regiões. Refiro-me antes de mais ao Norte da África e ao Médio Oriente, onde os jovens – que, para além do mais, sofrem pobreza e desemprego e temem pela ausência de perspectivas seguras – lançaram aquilo que veio a tornar-se um amplo movimento de reivindicação de reformas e de participação mais activa na vida política e social. É difícil actualmente traçar um balanço definitivo dos recentes acontecimentos e compreender plenamente as suas consequências para os equilíbrios da Região. O optimismo inicial cedeu, entretanto, o passo ao reconhecimento das dificuldades deste momento de transição e mudança, e parece-me evidente que a senda adequada para prosseguir no caminho empreendido passe pelo reconhecimento da dignidade inalienável de toda a pessoa humana e dos seus direitos fundamentais. O respeito da pessoa deve estar no centro das instituições e das leis, deve conduzir ao fim de toda e qualquer violência e prevenir contra o risco de que a atenção devida às solicitações dos cidadãos e a necessária solidariedade social se transformem em meros instrumentos para manter ou conquistar o poder. Convido a comunidade internacional a dialogar com os actores dos processos em curso, no respeito dos povos e com a consciência de que a construção de sociedades estáveis e reconciliadas, contrapostas a toda a discriminação injusta, particularmente de ordem religiosa, constitui um horizonte mais amplo e transcendente que o dos prazos eleitorais. Sinto uma grande preocupação pelas populações dos países nos quais continuam tensões e violências, particularmente na Síria, onde espero que se ponha rapidamente termo ao derramamento de sangue e comece um diálogo frutuoso entre os actores políticos, favorecido pela presença de observadores independentes. Na Terra Santa, onde as tensões entre palestinianos e israelitas têm repercussões sobre os equilíbrios de todo o Médio Oriente, é preciso que os responsáveis destes dois povos adoptem decisões corajosas e clarividentes a favor da paz. Soube com satisfação que, na sequência duma iniciativa do Reino da Jordânia, foi retomado o diálogo; espero que o mesmo continue a fim de se chegar a uma paz duradoura, que garanta o direito de ambos os povos a viver em segurança em Estados soberanos e dentro de fronteiras seguras e, internacionalmente, reconhecidas. Por sua vez, a comunidade internacional deve estimular a sua criatividade e as iniciativas de promoção deste processo de paz, no respeito dos direitos de cada parte. Sigo também com grande atenção o desenrolar dos factos no Iraque, deplorando os atentados que ainda recentemente causaram a perda de numerosas vidas humanas, e encorajo as suas autoridades a continuarem, firmes, pelo caminho duma plena reconciliação nacional. O Beato João Paulo II lembrava que «o caminho da paz é também o caminho dos jovens»¹, constituindo eles «a juventude das nações e das sociedades, a juventude de todas as famílias e da humanidade inteira»². Por isso, os jovens pressionam-nos para que sejam consideradas seriamente as suas exigências de verdade, justiça e paz. Nesta linha, foi a eles que dediquei a Mensagem anual para a celebração do Dia Mundial da Paz, intitulada *Educar os jovens para a justiça e a paz*. A educação é um tema crucial para todas as gerações, pois depende dela tanto o desenvolvimento saudável de cada pessoa como o futuro da sociedade inteira. Por isso mesmo, aquela constitui uma tarefa de primária grandeza num tempo difícil e delicado. Para além de um objectivo claro, como é o de levar os jovens a um pleno conhecimento da realidade e, conseqüentemente, da verdade, a educação tem necessidade de *lugares*. Dentre estes, conta-se em primeiro lugar a *família*, fundada sobre o matrimónio entre um homem e uma mulher; não se trata duma simples convenção social, mas antes da célula fundamental de toda a sociedade. Por conseguinte, as políticas que atentam contra a família ameaçam a dignidade humana e o próprio futuro da humanidade. O quadro familiar é fundamental no percurso educativo e para o próprio desenvolvimento dos indivíduos e dos Estados; conseqüentemente, são necessárias políticas que o valorizem e colaborem para a sua coesão social e diálogo. É na família que a pessoa se abre ao mundo e à vida e, como tive ocasião de

lembrar durante a minha viagem à Croácia, «a abertura à vida é um sinal da abertura ao futuro»³. Neste contexto de abertura à vida, recebi com satisfação a recente sentença do Tribunal de Justiça da União Europeia, que proíbe atribuir alvarás em processos relativos às células estaminais embrionárias humanas, e também a Resolução da Assembleia parlamentar do Conselho da Europa que condena a selecção pré-natal em função do sexo. Mais em geral, visando sobretudo o mundo ocidental, estou convencido de que se opõem à educação dos jovens e, conseqüentemente, ao futuro da humanidade as medidas legislativas que permitem, quando não incentivam, o aborto por motivos de conveniência ou por razões médicas discutíveis. Continuando a nossa reflexão, um papel também essencial no desenvolvimento da pessoa é desempenhado pelas *instituições educativas*: estas são as primeiras instâncias que colaboram com a família e estão a cumprir mal a sua função precisamente quando falta uma harmonia de objectivos com a realidade familiar. É preciso implementar políticas de formação para que a educação escolar seja acessível a todos e que a mesma, mais do que promover o desenvolvimento cognoscitivo da pessoa, cuide do crescimento harmonioso da personalidade, incluindo nisso a sua abertura ao Transcendente. A Igreja Católica sempre esteve particularmente activa no campo das instituições escolares e académicas, cumprindo uma obra apreciável ao lado das instituições estatais. Por isso espero que esta contribuição seja reconhecida e valorizada também pelas legislações nacionais. Nesta perspectiva, é bem compreensível que uma obra educativa eficaz exija igualmente o respeito da *liberdade religiosa*. Esta caracteriza-se por uma dimensão individual, bem como por uma dimensão colectiva e uma dimensão institucional. Trata-se do primeiro dos direitos do homem, porque expressa a realidade mais fundamental da pessoa. Muitas vezes, por variados motivos, este direito é ainda limitado ou espezinhado. Não posso evocar este tema sem começar por saudar a memória do ministro paquistanês Shahbaz Bhatti, cuja luta incansável pelos direitos das minorias terminou com uma morte trágica. E não se trata, infelizmente, dum caso único. Em numerosos países, os cristãos são privados dos direitos fundamentais e postos à margem da vida pública; noutros, sofrem ataques violentos contra as suas igrejas e as suas casas. Às vezes, vêem-se constrangidos a abandonar países que eles mesmos ajudaram a edificar, por causa de tensões contínuas e por políticas que frequentemente os relegam para a condição de espectadores secundários da vida nacional. Noutras partes do mundo, encontram-se políticas tendentes a marginalizar o papel da religião na vida social, como se ela fosse causa de intolerância em vez de uma apreciável contribuição na educação para o respeito da dignidade humana, para a justiça e a paz. O terrorismo religiosamente motivado ceifou, no ano passado, também numerosas vítimas, sobretudo na Ásia e na África. Por esta razão, como lembrei em Assis, os responsáveis religiosos devem repetir, com vigor e firmeza, que «esta não é a verdadeira natureza da religião. Ao contrário, é a sua deturpação e contribui para a sua destruição»⁴. A religião não pode ser usada como pretexto para pôr de lado as regras da justiça e do direito em favor do «bem» que ela persegue. Nesta perspectiva, tenho o gosto de recordar, como fiz no meu país natal, que a visão cristã do homem constituiu a verdadeira força inspiradora para os Pais constituintes da Alemanha, como aliás o foi para os Pais fundadores da Europa unida. Queria mencionar também alguns sinais encorajadores no campo da liberdade religiosa. Refiro-me à alteração legislativa, pela qual a personalidade jurídica pública das minorias religiosas foi reconhecida na Geórgia; penso também na sentença do Tribunal Europeu dos Direitos Humanos favorável à presença do Crucifixo nas salas de aulas italianas. E, precisamente falando da Itália, desejo dirigir-lhe uma saudação particular na conclusão dos 150 anos da sua unificação política. As relações entre a Santa Sé e o Estado italiano atravessaram momentos difíceis depois da unificação. Mas, com o passar do tempo, prevaleceram a concórdia e a vontade mútua de cooperar, cada qual no seu próprio campo, para favorecer o bem comum. Espero que a Itália continue a promover uma relação equilibrada entre a Igreja e o Estado, constituindo deste modo um exemplo para o qual as outras nações possam olhar com respeito e interesse. Quanto ao continente africano, que visitei de novo indo recentemente ao Benim, é essencial que a cooperação entre as comunidades cristãs e os Governos ajude a percorrer um caminho de justiça, paz e reconciliação, onde os membros de todas as etnias e religiões sejam respeitados. É triste constatar como está ainda distante, em vários países deste continente, um tal objectivo. Penso, em particular, na recrudescência das violências que afectam a Nigéria – como o indicam os atentados perpetrados contra várias igrejas durante o período natalício –, nas sequelas da guerra civil na Costa do Marfim, na instabilidade que persiste na Região dos Grandes Lagos e na urgência humanitária nos países do Corno da África. Peço uma vez mais à comunidade internacional que ajude, com solicitude, a encontrar uma solução para a crise que há anos perdura na Somália. Finalmente, sinto o dever de sublinhar que uma educação correctamente entendida não pode deixar de favorecer o *respeito pela criação*. Não podemos esquecer as graves calamidades naturais que, ao longo de 2011, afectaram várias regiões do Sudeste asiático e os desastres ecológicos como o da central nuclear de Fukushima no Japão. A salvaguarda do ambiente, a sinergia entre a luta contra a pobreza e a luta contra as alterações climáticas constituem áreas importantes para a promoção do desenvolvimento humano integral. Por isso espero que, depois da XVII sessão da Conferência dos Estados Membros da Convenção da ONU sobre as

Alterações Climáticas, que recentemente terminou em Durban, a comunidade internacional se prepare para a Conferência da ONU sobre Desenvolvimento Sustentável («Rio+20») como uma autêntica «família das nações», ou seja, com grande sentido de solidariedade e responsabilidade para com as gerações presentes e as do futuro. Senhoras e Senhores Embaixadores, O nascimento do Príncipe da Paz ensina-nos que a vida não acaba no nada, que o seu destino não é a corrupção mas a imortalidade. Cristo veio para que os homens tenham a vida e a tenham em abundância (cf. *Jo* 10, 10). «Somente quando o futuro é certo como realidade positiva, é que se torna vivível também o presente»⁵. Animada pela certeza da fé, a Santa Sé continua a dar à Comunidade internacional o seu contributo próprio, guiada por um duplo intento que o Concílio Vaticano II – cujo cinquentenário se celebra este ano – definiu claramente: proclamar a sublime vocação do homem e a presença nele dum germe divino, e oferecer à humanidade uma cooperação sincera a fim de instaurar a fraternidade universal que a esta vocação corresponde⁶. Neste espírito, renovo a todos vós, extensivos aos membros das vossas famílias e aos vossos colaboradores, os meus votos mais cordiais para este novo ano. Obrigado pela vossa atenção.

_____ 1 JOÃO PAULO II, Carta apostólica por ocasião do Ano Internacional da Juventude *Dilecti amici* (31 de Março de 1985), 15.2 *Ibidem*, 1.3 Homilia da Missa por ocasião do Dia Nacional das Famílias Católicas Croatas (Zagreb, 5 de Junho de 2011).⁴ Discurso na Jornada de reflexão, diálogo e oração pela paz e a justiça no mundo (Assis, 27 de Outubro de 2011).⁵ Carta encíclica *Spe salvi* (30 de Novembro de 2007), 2.6 Cf. Const. past. sobre a Igreja no mundo contemporâneo *Gaudium et spes*, 3.[00032-06.01] [Texto original: Francês] • **TRADUZIONE IN LINGUA POLACCA** Ekscelecje, Panie i Panowie! Zawsze jest mi szczególnie miło, gdy mogę was przyjąć, szanowni członkowie korpusu dyplomatycznego akredytowanego przy Stolicy Apostolskiej, we wspaniałej scenerii tej Sali Królewskiej, aby złożyć wam osobiście gorące życzenia na rozpoczynający się rok. Dziękuję przede wszystkim waszemu dziekanowi, ambasadorowi Alejandro Valladaresowi Lanzie oraz prodziekanowi, ambasadorowi Jean-Claude Michelowi za uprzejme słowa, którymi wyrazili wasze uczucia. W sposób szczególny pozdrawiam tych wszystkich, którzy po raz pierwszy uczestniczą w naszym spotkaniu. Za waszym pośrednictwem moje życzenia kieruję do wszystkich reprezentowanych przez was państw, z którymi Stolica Apostolska utrzymuje stosunki dyplomatyczne. Jest dla nas wielką radością, że w ciągu minionego roku dołączyła do tej wspólnoty Malezja. Dialog, który prowadzicie ze Stolicą Apostolską sprzyja dzieleniu się wrażeniami i informacjami, podobnie jak współpraca o charakterze dwustronnym czy wielostronnym w dziedzinach mających szczególne znaczenie. Wasza dzisiejsza obecność przypomina o ważnym wkładzie Kościoła w wasze społeczeństwa w takich dziedzinach jak wychowanie, służba zdrowia i pomoc społeczna. Znakami współpracy między Kościołem katolickim a państwami są umowy, które zostały zawarte w roku 2011 z Azerbejdżanem, Czarnogórą i Mozambikiem. Pierwsza z nich już została ratyfikowana; pragnę, aby równie szybko posuwała się sprawa dwóch pozostałych i aby zostały doprowadzone do końca te, które są w trakcie negocjacji. Stolica Apostolska pragnie również prowadzić owocny dialog z organizacjami międzynarodowymi i regionalnymi. W tej perspektywie pragnę z satysfakcją zauważyć, że kraje członkowskie Stowarzyszenia Narodów Azji Południowo-Wschodniej (ASEAN) przyjęły nominację nuncjusza apostolskiego akredytowanego przy tej organizacji. Nie mogę nie wspomnieć, że w grudniu ubiegłego roku Stolica Apostolska umocniła swoją wieloletnią współpracę z Międzynarodową Organizacją ds. Migracji, stając się jej pełnoprawnym członkiem. Chodzi tu o świadectwo zaangażowania Stolicy Apostolskiej i Kościoła katolickiego, u boku wspólnoty międzynarodowej, w poszukiwanie odpowiednich rozwiązań dla tego zjawiska, które ma wiele aspektów, od ochrony godności osób po troskę o dobro wspólne społeczności, które ich przyjmują i tych, z których pochodzą. Podczas dopiero co zakończonego roku osobiście spotkałem się z wieloma szefami państw i rządów, a także wybitnymi przedstawicielami waszych narodów, którzy wzięli udział w uroczystości beatyfikacji mojego umiłowanego poprzednika, papieża Jana Pawła II. Przedstawiciele waszych krajów zechcieli także być obecni na sześćdziesiątej rocznicy moich święceń kapłańskich. Wszystkim im, a także tym, których spotkałem podczas moich podróży apostolskich do Chorwacji, San Marino, Hiszpanii, Niemiec i Beninu, ponawiam moją wdzięczność za okazaną serdeczność. W sposób szczególny kieruję swą myśl do krajów Ameryki Łacińskiej i Karaibów, które w 2011 roku obchodziły dwusetną rocznicę swej niepodległości. 12 grudnia zechciały one podkreślić swą więź z Kościołem katolickim i z następcą Księcia Apostołów, uczestnicząc wraz z wybitnymi przedstawicielami wspólnoty kościelnej i władz instytucjonalnych w uroczystej celebrze w Bazylice Świętego Piotra, podczas której zapowiedziałem, że mam zamiar udać się wkrótce do Meksyku i na Kubę. Wreszcie pragnę też pozdrowić Sudan Południowy, który w lipcu powstał jako suwerenne państwo. Gratuluję pokojowego zrealizowania tego kroku. Niestety w minionych miesiącach miały miejsce na przemian napięcia i starcia. Życzę, aby wszyscy złączyli swe siły, ażeby dla mieszkańców Sudanu i Sudanu Południowego rozpoczął się wreszcie okres pokoju, wolności i rozwoju. Panie i Panowie Ambasadorowie! Dzisiejsze spotkanie tradycyjnie odbywa się pod koniec obchodów Bożego Narodzenia, kiedy Kościół katolicki świętuje przyjście Zbawiciela. Przychodzi On w ciemnościach nocy, a mimo to Jego obecność jest natychmiast źródłem światła i radości (por. Łk 2, 9-10). Naprawdę świat jest posępny tam,

gdzie nie jest on oświecony Bożym światłem! Doprawdy świat jest ciemny tam, gdzie człowiek nie uznaje już swej relacji ze Stwórcą, a tym samym również wystawia na ryzyko swoje stosunki z innymi istotami i ze stworzeniem jako takim. Chwila obecna jest niestety naznaczona głęboką niepewnością, a różne kryzysy: gospodarczy, polityczny i społeczny, są tego dramatycznym wyrazem. Nie mogę w związku z tym nie wspomnieć przede wszystkim o poważnym i niepokojącym rozwoju światowego kryzysu gospodarczego i finansowego. Uderzył on nie tylko w rodziny i przedsiębiorstwa krajów najbardziej zaawansowanych gospodarczo, gdzie miał on swe źródło, tworząc sytuację w której wielu, zwłaszcza młodych, odczuło dezorientację i frustrację, żywiąc aspiracje do pogodnej przyszłości, ale naznaczył także głęboko życie krajów rozwijających się. Nie wolno nam się zniechęcać, ale trzeba zdecydowanie wytyczyć na nowo naszą drogę, z nowymi formami zaangażowania. Kryzys może i powinien pobudzać do refleksji nad egzystencją człowieka i znaczeniem jej wymiaru etycznego, nawet zanim uczyni się to w odniesieniu do mechanizmów rządzących życiem gospodarczym: nie tylko by próbować powstrzymać straty indywidualne czy gospodarek narodowych, ale aby dać nam nowe zasady, zapewniające wszystkim możliwość godnego życia i rozwoju swoich zdolności z korzyścią dla całej wspólnoty. Pragnę następnie przypomnieć, że skutki obecnego czasu niepewności dotyczą szczególnie młodych. Z ich niepewności zrodziły się niepokoje, które w minionych miesiącach ogarnęły, niekiedy bardzo poważnie, różne regiony. Mam na myśli przede wszystkim Afrykę Północną i Bliski Wschód, gdzie młodzi ludzie, którzy cierpią między innymi z powodu ubóstwa i bezrobocia i obawiają się braku jasnych perspektyw, podjęli to, co stało się szerokim ruchem żądania reform i bardziej aktywnego uczestnictwa w życiu politycznym i społecznym. Trudno obecnie nakreślić ostateczny bilans niedawnych wydarzeń i w pełni zrozumieć ich konsekwencje dla równowagi w regionie. Początkowy optymizm ustąpił jednak miejsca uznaniu trudności obecnego czasu przełomu oraz przemian. Wydaje mi się oczywiste, że właściwy sposób kontynuowania podjętej drogi wymaga uznania niezbywalnej godności każdej osoby ludzkiej i jej praw podstawowych. Poszanowanie osoby musi być w centrum instytucji i praw, musi prowadzić do położenia kresu wszelkiej przemocy i zapobiec groźbie, aby uwaga należna wymaganiami obywateli i niezbędna solidarność społeczna nie przekształciły się w zwykłe narzędzia utrzymania lub zdobycia władzy. Wzywam wspólnotę międzynarodową do dialogu z aktorami toczącego się procesu, z poszanowaniem narodów i ze świadomością, że budowanie społeczeństw stabilnych i pojednanych, przeciwnych wszelkiej niesprawiedliwej dyskryminacji, w szczególności natury religijnej, stanowi horyzont szerszy i bardziej dalekowzroczny niż termin wyborów. Bardzo obawiam się o los mieszkańców krajów, w których nadal trwają napięcia i przemoc, zwłaszcza Syrii, której życzę szybkiego zakończenia rozlewu krwi i rozpoczęcia owocnego dialogu między podmiotami politycznymi, wspieranego przez obecność niezależnych obserwatorów. W Ziemi Świętej, gdzie napięcia między Palestyńczykami a Izraelczykami wywołują reperkusje dla równowagi całego Bliskiego Wschodu, trzeba, żeby przywódcy tych dwóch narodów podjęli odważne i dalekowzroczone decyzje na rzecz pokoju. Z zadowoleniem dowiedziałem się, że dzięki inicjatywie Królestwa Jordanii dialog został podjęty na nowo. Pragnę, aby był on kontynuowany i by osiągnięto trwałe pokój, zapewniający prawo obu narodów do bezpiecznego życia w suwerennych państwach i w obrębie bezpiecznych granic, uznanych na arenie międzynarodowej. Ze swej strony wspólnota międzynarodowa powinna pobudzać swoją kreatywność oraz inicjatywy promujące proces pokojowy, z poszanowaniem praw każdej ze stron. Z wielką uwagą śledzę także rozwój sytuacji w Iraku, ubolewając z powodu zamachów, które raz jeszcze spowodowały niedawno śmierć wielu osób i zachęcam jego władze do stanowczego kontynuowania drogi pełnego pojednania narodowego. Błogosławiony Jan Paweł II przypominał, że „droga pokoju jest zarazem drogą młodych”¹ ponieważ są oni „młodością narodów i społeczeństw, młodością każdej rodziny i całej ludzkości”². Młodzi zatem skłaniają nas do poważnego traktowania ich próśb o prawdę, sprawiedliwość i pokój. Dlatego to im poświęciłem doroczne orędzie na obchody Światowego Dnia Pokoju, zatytułowane „Wychowanie młodzieży do sprawiedliwości i pokoju”. Wychowanie jest podstawowym tematem dla wszystkich pokoleń, gdyż od niego zależy zarówno zdrowy rozwój każdej osoby, jak też przyszłość całego społeczeństwa. Stanowi więc zadanie o pierwszorzędnym znaczeniu w trudnych i delikatnych czasach. Oprócz jasnego celu, takiego jak prowadzenie młodzieży do pełnego poznania rzeczywistości, a więc prawdy, wychowanie potrzebuje miejsc. Pierwszym z nich jest rodzina, zbudowana na małżeństwie mężczyzny z kobietą. Chodzi tu o podstawową komórkę każdego społeczeństwa, a nie o zwykłą konwencję społeczną. W związku z tym politycy uderzający w rodzinę zagrażają godności człowieka i przyszłości ludzkości. Środowisko rodzinne ma podstawowe znaczenie dla procesu wychowawczego oraz dla rozwoju jednostek i państw. Dlatego potrzebni są politycy doceniający jego wartość oraz wspomagający spójność społeczną i dialog. To w rodzinie otwieramy się na świat i na życie, a – jak miałem okazję przypomnieć podczas mojej podróży do Chorwacji – „otwarcie się na życie jest znakiem otwarcia się na przyszłość”³. W tym kontekście otwarcia na życie z zadowoleniem przyjmuję niedawne orzeczenie Trybunału Sprawiedliwości Unii Europejskiej, zakazujące patentowania procesów związanych z ludzkimi komórkami macierzystymi embrionalnymi, jak również rezolucję Zgromadzenia Parlamentarnego Rady Europy, potępiającą selekcję prenatalną ze względu na płeć. Bardziej ogólnie, patrząc zwłaszcza na świat zachodni, jestem

przekonany, że wychowaniu młodzieży – a w rezultacie przyszłości ludzkości – sprzeciwiają się decyzje legislacyjne nie tylko pozwalające, ale czasem również sprzyjające aborcji motywowanej wygodą lub wątpliwymi względami medycznymi. Kontynuując naszą refleksję: równie istotną rolę w rozwoju osoby pełnią instytucje wychowawcze. Są one pierwszymi instancjami, które winny współpracować z rodziną. Nie mogą jednak wypełnić właściwego im zadania, gdy zabraknie zgodności między celami a rzeczywistością rodzinną. Trzeba wprowadzić w życie politykę formacyjną, aby edukacja szkolna stała się dostępna dla wszystkich i aby krzewiąc coraz bardziej rozwój poznawczy osoby zatroszczyła się ona o harmonijny rozwój osobowości, uwzględniający jej otwarcie na transcendencję. Kościół katolicki zawsze był szczególnie czynny w dziedzinie instytucji szkolnych i akademickich, wykonując cenną pracę u boku instytucji państwowych. Pragnąłbym więc, aby ten wkład był uznany i doceniany także w ustawodawstwach krajowych. W tej perspektywie łatwo zrozumieć, że skuteczna praca wychowawcza wymaga również poszanowania wolności religijnej. Charakteryzuje ją zarówno wymiar indywidualny, jak i zbiorowy oraz wymiar instytucjonalny. Chodzi tu o pierwsze z praw człowieka, gdyż wyraża ona najbardziej podstawową rzeczywistość osoby. Nadal zbyt często prawo to jest z różnych powodów ograniczane lub deptane. Nie mogę poruszyć tego tematu bez uczczenia pamięci pakistańskiego ministra Szahbaza Bhattiego, którego niezmordowana walka o prawa mniejszości zakończyła się tragiczną śmiercią. Nie był to, niestety, jedyny przypadek. W licznych krajach chrześcijanie są pozbawieni podstawowych praw i zepchnięci na margines życia publicznego, w innych zaś dochodzi do brutalnych zamachów na ich kościoły i miejsca zamieszkania. Czasem, z powodu ustawicznych napięć i polityki, która sprowadza ich do roli drugorzędnych obserwatorów życia narodowego, zmuszeni są do opuszczenia kraju, do którego tworzenia się przyczynili. W innych częściach świata prowadzona jest polityka ukierunkowana na marginalizację roli religii w życiu społecznym, jakby gdyby była ona bardziej źródłem nietolerancji, niż cennym wkładem w wychowanie do poszanowania godności człowieka, sprawiedliwości i pokoju. Motywowany religijnie terroryzm zebrał również w zeszłym roku liczne ofiary, zwłaszcza w Azji i w Afryce. Dlatego, jak przypominałem w Asyżu, przywódcy religijni powinni stanowczo powtarzać z mocą, że „to nie jest prawdziwa natura religii. Przeciwnie, to jej wypaczenie, które przyczynia się do jej destrukcji”⁴. Religia nie może być wykorzystywana jako pretekst do odłożenia na bok zasad sprawiedliwości i prawa na rzecz „dobra”, do którego dąży. W tej perspektywie, z dumą przypominam, jak to już zrobiłem w mojej ojczyźnie, że dla twórców ustawodawstwa Niemiec wizja chrześcijańska była prawdziwą siłą inspirującą, tak jak zresztą była nią dla ojców założycieli zjednoczonej Europy. Chciałbym również wspomnieć zachęcające sygnały w dziedzinie wolności religijnej. Odnoszę się do zmiany legislacyjnej, dzięki której została uznana osobowość prawna mniejszości religijnych w Gruzji. Myślę także o orzeczeniu Europejskiego Trybunału Praw Człowieka, sprzyjającym obecności krzyżyka w salach włoskich szkół. Właśnie do Włoch pragnę szczególnie zwrócić swą myśl na zakończenie 150. rocznicy ich politycznego zjednoczenia. Stosunki między Stolicą Apostolską a państwem włoskim przechodziły po zjednoczeniu trudne chwile. Jednak wraz z upływem czasu przeważała zgoda i wzajemna wola współpracy każdej ze stron we właściwej jej dziedzinie, na rzecz wspólnego dobra. Życzę, aby Włochy nadal wspierały zrównoważone stosunki między Kościołem a państwem, stanowiąc tym samym przykład, do którego inne narody mogłyby się odwołać z szacunkiem i zainteresowaniem. Na kontynencie afrykańskim, który ponownie odwiedziłem udając się niedawno do Beninu, istotne jest, by współpraca między wspólnotami chrześcijańskimi a rządami pomagała w przebyciu drogi sprawiedliwości, pokoju i pojednania, na której szanowani byłiby członkowie wszystkich grup etnicznych i wszystkich religii. Ból sprawia stwierdzenie, że w różnych krajach tego kontynentu osiągnięcie tego celu jest jeszcze dalekie. Myślę szczególnie o wzroście przemocy w Nigerii, czego przypomnieniem były zamachy na kościoły w okresie Bożego Narodzenia, o skutkach wojny domowej na Wybrzeżu Kości Słoniowej, o utrzymującym się braku stabilizacji w regionie Wielkich Jezior i o stanie katastrofy humanitarnej w krajach Wschodniego Rogu Afryki. Po raz kolejny proszę wspólnotę międzynarodową, aby pospieszyła z pomocą i zadbała o znalezienie wyjścia z kryzysu, który od lat trwa w Somalii. Chciałbym na koniec podkreślić, że właściwie pojęte wychowanie nie może nie sprzyjać szacunkowi dla stworzenia. Nie można zapomnieć poważnych klęsk naturalnych, jakie w ciągu 2011 roku dotknęły różne regiony południowo-wschodniej Azji i katastrof ekologicznych, takich jak w elektrowni atomowej w Fukusimie w Japonii. Ochrona środowiska oraz połączenie działań podejmowanych w walce z ubóstwem i ze zmianami klimatycznymi stanowią ważne dziedziny wspierania integralnego rozwoju człowieka. Dlatego życzę, by po XVII sesji Konferencji Państw Stron Konwencji ONZ w sprawie Zmian Klimatu, która niedawno zakończyła się w Durbanie, wspólnota międzynarodowa przygotowała się do Konferencji ONZ w sprawie Zrównoważonego Rozwoju (Rio+20) jako prawdziwa „rodzina narodów”, a więc z wielkim poczuciem solidarności i odpowiedzialności za obecne i przyszłe pokolenia. Eksceleńco, Panie i Panowie, Narodziny Księcia Pokoju uczą nas, że życie nie kończy się niebytem, że jego przeznaczeniem nie jest zniszczenie, ale nieśmiertelność. Chrystus przyszedł, aby ludzie mieli życie i mieli je w obfitości (por. J 10, 10). „Tylko wtedy, gdy przyszłość jest pewna jako rzeczywistość pozytywna, można żyć w teraźniejszości”⁵. Ożywiana przez pewność wiary, Stolica Apostolska wciąż wnosi swój wkład we

wspólnotę międzynarodową, zgodnie z tą podwójną intencją, jaką jasno zdefiniował Sobór Watykański II, którego pięćdziesięciolecie przypada w tym roku: głosić najszczytniejsze powołanie człowieka i obecność w nim Bożego ziarna, oraz ofiarowywać ludzkości szczerą współpracę, która zaprowadza odpowiadające temu powołaniu powszechne braterstwo⁶. W tym duchu ponawiam wobec was wszystkich, członków waszych rodzin i waszych współpracowników, moje najserdeczniejsze życzenia na Nowy Rok. Dziękuję wam za uwagę. _____¹ JAN PAWEŁ II, list apostolski „Dilecti amici”, 31 marca 1985, n. 152 tamże, n. 13 Homilia podczas Mszy św. z okazji I Krajowego Spotkania Chorwackich Rodzin Katolickich, Zagrzeb, 5 czerwca 2011⁴ Przemówienie podczas Dnia Refleksji, Dialogu i Modlitwy o Pokój i Sprawiedliwość na Świecie, Asyż 27 października 2011⁵ BENEDYKT XVI, encyklika „Spe salvi”, n. 26 por. „Gaudium et spes”, n. 3[00032-09.01] [Testo originale: Francese][B0016-XX.02]
